



change@gymch: Schulentwicklung durch
Seitenwind – le développement scolaire poussé
par un vent latéral

Zur Reifeprüfung mit John Hatties Forschung

Bildungsinitiative im Kanton Luzern

La SSPES s'informe et vous informe –
Ein Blick – ein Klick

VSG-Präsidententreffen
vom 27. und 28. Mai 2016 in Schaffhausen
Rencontre des Président-e-s SSPES,
27-28 mai 2016 à Schaffhouse

Ecolades – Un festival des écoles romandes et tessinoises

Conditions préférentielles pour les membres SSPES

Spezialkonditionen für VSG-Mitglieder

wbz cps

Schweizerische Weiterbildungszentrale
Centre suisse de formation continue
Centro svizzero di formazione continua
www.wbz-cps.ch



LE TEMPS

<http://boutique.letemps.ch/abonnements/>

MusikTheater

www.musikundtheater.ch



www.ofv.ch

CORRIERE DEL TICINO

www.cdt.ch/mycdt/tariffe

Studiosus

www.lch.ch



www.switchplus.ch



www.vdf.ethz.ch

Eine Mitgliedschaft, die sich lohnt: Unsere Mitglieder profitieren von unseren Informationen, unserem Engagement und unserer Vernetzung. Schweizweit.

Adhérer, c'est participer : nos membres bénéficient de nos informations, de notre engagement et de nos contacts. Dans toute la Suisse.

WBZ CPS

Die WBZ CPS gewährt den VSG-Mitgliedern auch im neuen Schuljahr einen Rabatt von Fr. 10.– auf jeden Kurs. Melden Sie bitte die VSG-Mitgliedschaft bei der Kursanmeldung. Der Rabatt wird bei der folgenden Mitgliederrechnung des VSG in Abzug gebracht.

En tant que membre SSPES, vous bénéficiez d'un rabais de Fr. 10.– sur tous les cours de formation continue WBZ CPS. Pensez à indiquer votre statut de membre lors de votre inscription. Les Fr. 10.– seront déduits de votre prochaine cotisation annuelle.

L'HEBDO

L'HEBDO offre un rabais de 20% sur chaque année d'abonnement.

Pour bénéficier de cette réduction, il faut simplement fournir une copie de votre carte de membre et spécifier le code privilège 60006991. Les commandes sont à adresser par courrier à L'Hebdo, Service lecteurs, case postale 7289, 1002 Lausanne, ou par mail à abos.hebdo@ringier.ch.

Journal Le Temps

Le Temps offre aux membres SSPES un rabais de 10% sur son abonnement annuel (Fr. 453.– au lieu de Fr. 504.–). Cette offre spéciale comprend également un accès illimité à l'édition électronique, d'une valeur de Fr. 300.–. Pour en bénéficier, il faut simplement fournir une copie de votre carte de membre à abos@letemps.ch ou contacter la Relation clients au 00 8000 155 91 92. Cette offre exclusive n'est pas cumulable avec d'autres promotions et est réservée aux résidents en Suisse.

Musik und Theater

Das Jahresabo kostet für VSG-Mitglieder Fr. 90.– anstatt Fr. 120.–. Schicken Sie bitte eine Kopie Ihres Mitgliederausweises an musikundtheater@bluewin.ch

Orell Füssli

VSG-Mitglieder erhalten die «Company Card»: Versand von Klassensätzen mit Rechnung für jede Schülerin und jeden Schüler! Mindestens 15% auf alle Einkäufe in Orell Füssli, Rössli-tor und www.books.ch – Schicken Sie bitte eine Kopie Ihres Mitgliederausweises an grosskunden@books.ch.

Quotidiano Corriere del Ticino

L'abbonamento annuale è offerto al prezzo di 261.– invece di 290.– (sconto del 10%). Per poter beneficiare di quest'offerta vi basta far spedire una copia della sua tessera SSISS al servizio abbonamenti del giornale.

Studiosus

Als VSG-Mitglied können Sie eine Studiosus-Reise oder eine LCH-Lesereise beim LCH mit Rabatt buchen. Sie haben den Vorteil eines CH-Reisebüros mit deutschem Anbieter (Verrechnung in EURO!). Unbedingt Monika Grau, LCH-Reisedienst, mitteilen, dass Sie VSG-Mitglied sind! Die 3% Rabatt auf Ihre Reise werden Ihnen an Ihre nächste VSG-Mitgliedsrechnung gutgeschrieben.

switchplus

Die VSG-Mitglieder können mit Ihrem Mitgliederausweis von denselben Vergünstigungen wie die Studierenden profitieren: Web & Mail Hosting zum halben Preis! 10 Domain-Namen konfigurierbar, zwei Jahre Laufzeit; Web Hosting nur Fr. 99.–, Mail Hosting nur Fr. 59.–.

vdf Hochschulverlag AG an der ETH Zürich

Dieser Verlag veröffentlicht Publikationen aus Lehre und Forschung sowie für die betriebliche Praxis in grosser fachlicher Breite. VSG-Mitglieder erhalten 20% Rabatt auf alle Publikationen. Bitte geben Sie Ihre Mitgliedsnummer bekannt oder senden Sie eine Kopie des Mitgliederausweises an verlag@vdf.ethz.ch.

| | | |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Editorial | Du soleil, comme s'il en pleuvait – Die Sonne scheint in Strömen – Del sole a catinelle Carole Sierro | 4 |
| Schwerpunkt – Sujet spécial | Schulen sind wie Schwärme «change@gym.ch»: Schulentwicklung durch Seitenwind Les écoles sont comme des bancs de poissons «change@gym.ch»: le développement scolaire poussé par un vent latéral Dieter Schindler | 7 10 |
| | Zur Reifeprüfung mit John Hatties Forschung Wolfgang Bewyl und Kathrin Pirani | 13 |
| VSG – SSPES – SSISS | La SSPES s'informe et vous informe Ein Blick – ein Klick Carole Sierro | 17 |
| | Laufende Umfragen des VSG – Enquêtes SSPES en cours Lucius Hartmann | 18 |
| | Kurzbericht aus der Kommission Gymnasium–Universität Bref rapport de la Commission Gymnase–Université Lucius Hartmann | 19 |
| | Die Bildung ins Visier nehmen – Tirer sur l'éducation Gisela Meyer Stüssi | 20 |
| | VSG-Präsidententreffen vom 27. und 28. Mai 2016 in Schaffhausen Rencontre des Président-e-s SSPES, 27-28 mai 2016 à Schaffhouse André Müller und Lucius Hartmann | 22 |
| Verbände – Associations | Bildungsinitiative im Kanton Luzern Urban Sager | 25 |
| | RERUM NATURA – die Weiterbildung des Schweizerischen Altphilologenverbandes | 26 |
| Magazin – Magazine | Les Ecolades 2016 Manuel Fragnière | 27 |
| | Gender Bias und Physiknoten Sarah I. Hofer | 29 |
| | Kompetenzen für eine Bildung für Nachhaltige Entwicklung Des compétences pour l'Education au Développement Durable Florence Nuoffer, Sarah Gersbach, Nicole Cornu éducation21 | 31 32 |
| | GoSnow.ch – Mit drei Klicks zum Schneesportlager – Organiser un camp de sports de neige en trois clics seulement Ole Rauch | 33 |
| | «Totally wired» und «completely weird» Karl Wimmer | 35 |
| | Bildungsticker – Politique et éducation : brèves Andreas Pfister | 39 |
| | WBZ CPS aktuell – actualités WBZ CPS | 44 |



Du soleil, comme s'il en pleuvait



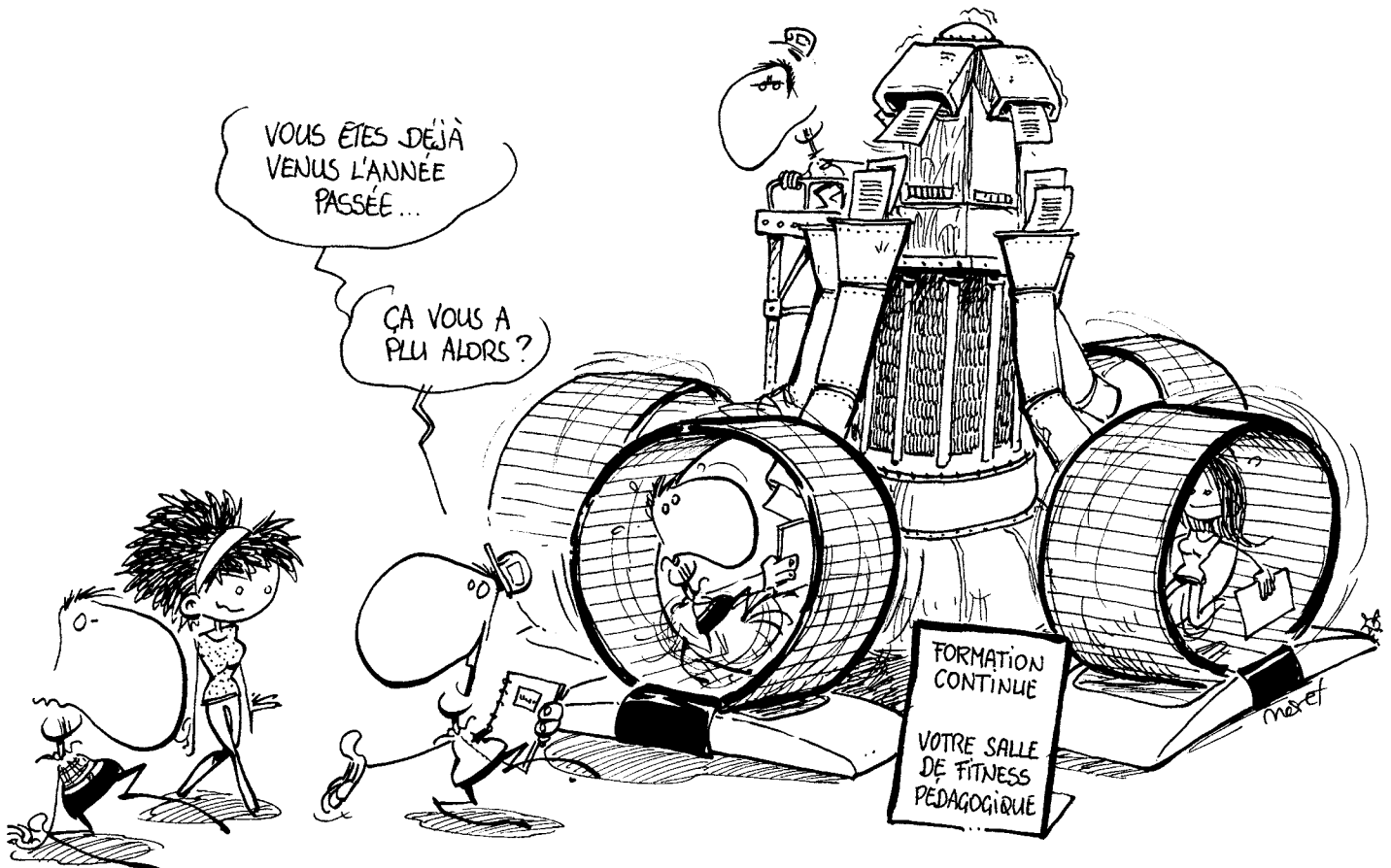
Carole Sierro
Présidente VSG – SSPES – SSISS

« Qu'est-ce que quatre enseignants sur un banc ? C'est un an de vacances ! » Vous avez certainement déjà entendu cette blague dans la bouche de personnages politiques ou de la part du public. Nous le savons tous, ces propos sont très éloignés de notre réalité : les enseignants ne passent pas leur temps à soigner leur bronzage aux Maldives ou à découvrir les beautés du Spitzberg ! Mais qu'en est-il alors des vacances des enseignants ? La réponse est simple. Ils ont, comme la plupart des employés, 4 à 5 semaines de vacances. Le reste, c'est de la préparation, des corrections, des séances, des formations continues et, ne l'oublions pas, la compensation des nombreuses heures effectuées le soir, souvent tard, et durant le week-end. Aujourd'hui, il nous paraît essentiel de communiquer correctement à ce sujet, que ce soit individuellement ou par le biais d'une association, qu'elle soit nationale ou cantonale. Il en va de l'image de l'enseignant auprès du monde politique et du public. Le Comité Central de la SSPES va y réfléchir afin de développer une stratégie

allant dans ce sens, l'objectif étant, ensuite, de pouvoir défendre les conditions de travail et d'engagement auprès de personnes qui soient moins hostiles à la cause enseignante qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Un autre cheval de bataille du Comité Central est la formation continue. Il est essentiel que chaque enseignant puisse suivre des cours qui lui sont adaptés. Il faut pour cela non seulement que l'offre existe et soit accessible, mais il faut aussi que chaque enseignant prenne conscience de sa responsabilité à cet égard. En effet, participer activement à des cours de formation continue contribue à ouvrir de nouveaux horizons, à partager pratiques et réalités quotidiennes avec des collègues d'autres établissements et d'autres cantons, mais aussi à asseoir notre crédibilité. Ainsi, la SSPES en appelle à vous tous pour demander, dans vos cantons respectifs, à ce que les conditions pour participer à ces formations continues soient optimales.

Dans ce numéro du Gymnasium Helveticum, le dernier avant l'interruption estivale,



vous trouverez une « nouvelle » rubrique, « La SSPES s'informe et vous informe ». Il s'agit en fait de la renaissance d'une rubrique qui a déjà existé dans le magazine et que le Comité Central souhaite réactiver afin de vous informer de son actualité. Vous pourrez également lire un compte-rendu de la Rencontre des Présidents qui s'est déroulée fin mai à Schaffhouse ainsi qu'un état des lieux des sondages et études en cours. Hormis les nouvelles des associations cantonales et des sociétés de branche, ce numéro est spécialement consacré à John Hattie, aux ICT (MITIC), aux Ecolades ainsi qu'au regard que pose Dieter Schindler, collaborateur scientifique du WBZ CPS, sur le Secondaire

II général. Dieter a été successivement enseignant de gymnase, recteur, puis collaborateur scientifique auprès du WBZ CPS. Sa vision complète du Secondaire II général, très riche, s'avère passionnante. Dieter va prendre sa retraite à fin juin. Nous lui souhaitons bon vent et beaucoup de soleil dans son oliveraie, son petit paradis espagnol.

A vous tous aussi, je souhaite un bel été. Puissent les rayons, que ce soit aux Maldives, au Spitzberg ou ailleurs, égayer vos journées de repos.

Carole Siervo
Présidente VSG – SSPES – SSISS

Die Sonne scheint in Strömen

«Was ist das, wenn vier Lehrer auf einer Bank sitzen? Das ist ein Jahr Ferien!» Sie haben diesen Witz sicher auch schon aus dem Mund eines Politikers oder in der Öffentlichkeit gehört. Und doch wissen wir alle, dass dies weit von der Wirklichkeit entfernt ist: Die Lehrkräfte liegen nicht an der Sonne in den Malediven oder gehen auf Entdeckungsreise nach Spitzbergen! Aber worin bestehen denn die «Ferien» der Lehrkräfte? Die Antwort ist sehr einfach, sie haben, wie die meisten Arbeitnehmer, 4 bis 5 Wochen Ferien. Den Rest der unterrichtsfreien Zeit verbringen sie mit Vorbereiten, Korrigieren, mit Weiterbildung. Was übrig bleibt dient der Kompensation der unzähligen Arbeitsstunden am Abend und an den Wochenenden. Wir, das heisst sowohl die einzelne Lehrkraft als auch die schweizerischen und kantonalen Verbände, müssen den Unterschied zwischen unterrichtsfreier Zeit und eigentlichen Ferien klar aufzeigen, um das Image der Lehrpersonen richtig zu stellen. Der VSG-Vorstand will durch die Verbesserung des Images auch die Arbeits- und Anstellungsbedingungen in den Fokus von Personen rücken, die dem Lehrberuf heute eher feindlich gesinnt sind.

Ein weiteres Thema des VSG-Vorstands ist die Weiterbildung. Es ist wichtig, dass alle Lehrerinnen und Lehrer Weiterbildungskurse besuchen können, die ihren Bedürfnissen entsprechen. Dafür müssen nicht nur die Kurse bestehen und besucht werden können, sondern bei den Lehrkräften muss auch das Bewusstsein für ihre Selbstverantwortung verankert sein. Weiterbildungskurse dienen der Horizonterweiterung, dem Austausch mit Kolleginnen und Kollegen über Unterrichts-

mittel und Unterrichtsalltag in anderen Schulen und anderen Kantonen und nicht zuletzt dem Festigen unserer Glaubwürdigkeit. Daher bitten Sie der VSG, sich für optimale Bedingungen für Weiterbildung in Ihrem Kanton einzusetzen.

In dieser Nummer des Gymnasium Helveticum, der letzten vor der Unterrichtspause im Sommer, finden Sie die wiederauferstandene Rubrik «Ein Blick – ein Klick», die Sie über die aktuellen Themen des VSG informiert. Sie finden auch einen Bericht über das Präsidententreffen in Schaffhausen und einen Zwischenbericht über die Studien und Umfragen, die im Gang sind, und die Mitteilungen aus Kantonal- und Fachverbänden. Diese Nummer widmet sich insbesondere John Hattie, den ICT und der Sicht auf die Sekundarstufe II von Dieter Schindler, zurücktretender wissenschaftlicher Mitarbeiter der WBZ CPS. Er hat sein Berufsleben als Lehrer, Rektor und schliesslich wissenschaftlicher Mitarbeiter bei der WBZ CPS verbracht. Seine Vision der allgemeinbildenden Schulen der Sekundarstufe II ist umfassend und bereichernd. Wir wünschen ihm nach der Pensionierung Ende Juni alles Gute und viel Sonne in seinem Olivenhain, seinem spanischen Paradies.

Auch Ihnen allen wünsche ich einen schönen Sommer – sei es auf den Malediven oder Spitzbergen oder einfach an einem erholsamen Ort.

Carole Siervo
Präsidentin VSG – SSPES – SSISS
(Übersetzung von Gisela Meyer Stiissi)

Del sole a catinelle

« Cosa sono quattro insegnanti su una panca ? Un anno di vacanze ! » Avrà certamente sentito pronunciare questa barzelletta a dei politici o all'opinione pubblica. Sappiamo tutti che ciò non corrisponde al vero: gli insegnanti non passano il loro tempo ad abbronzarsi alle Maledive o a scoprire le bellezze dello Spitzberg ! Ma che ne è allora delle vacanze degli insegnanti ? La risposta è semplice. Loro hanno, come la maggior parte degli impiegati, da 4 a 5 settimane di vacanze. Il resto del tempo è costituito dalla preparazione, dalle correzioni, dalle riunioni, dalla formazione continua e, non dimentichiamolo, dalla compensazione delle numerose ore di lavoro effettuate di sera, spesso sul tardi, e durante il fine settimana. Oggi, è doveroso parlare in modo chiaro di questo tema, tanto a livello individuale quanto associativo. È in gioco l'immagine degli insegnanti nei confronti del mondo politico e dell'opinione pubblica. Il Comitato centrale della SSISS se ne sta occupando al fine di ideare un'appropriata strategia permettendoci di poter difendere le condizioni di lavoro e d'impiego con persone che siano meno ostili agli insegnanti rispetto a quanto accade ora.

Un altro cavallo di battaglia del Comitato centrale è la formazione continua. È importante che ogni insegnante possa seguire dei corsi di aggiornamento adeguati. Affinché ciò avvenga, non deve solo esistere un'offerta accessibile, ma occorre anche che ogni insegnante sia conscio della propria responsabilità al riguardo. In effetti, partecipare attivamente a dei corsi di aggiornamento contribuisce ad aprire nuovi orizzonti, a condividere espe-

rienze d'insegnamento con dei colleghi di altre scuole e di altri cantoni, ma altresì a stabilizzare la nostra credibilità. Pertanto, la SSISS chiede di ingaggiarsi affinché anche nei vostri cantoni le condizioni per partecipare ai corsi di formazione continua siano ottimali.

In questo numero del *Gymnasium Helveticum*, l'ultimo prima della pausa estiva, troverete una « nuova » rubrica, « La SSISS s'informa e v'informa ». Si tratta di una rubrica che in precedenza esisteva in questa rivista e che il Comitato centrale desidera riattivare per informarvi di cosa bolle in pentola. Potrete poi leggere un resoconto dell'Incontro dei Presidenti che ha avuto luogo a fine maggio a Sciaffusa come anche sui sondaggi e gli studi in corso. A parte le notizie delle associazioni cantonali e delle singole discipline, questo numero è consacrato in particolare a John Hattie, alle ICT (MITIC), alle riflessioni del dimissionario Dieter Schindler, collaboratore scientifico della cps wbz, sul Secondario II. Dieter è stato insegnante di liceo, rettore, infine collaboratore scientifico della cps wbz. La sua visione completa del Secondario II è davvero appassionante. Dieter va in pensione a fine giugno. Gli auguriamo ogni bene e molto sole nel suo uliveto, il suo piccolo paradiso spagnolo.

Auguro a tutti voi una bella estate. Possano i raggi del sole illuminare le vostre giornate di riposo, che voi siate alle Maledive, allo Spitzberg o altrove.

Carole Sierro

Presidentessa VSG – SSPES – SSISS

(traduzione di Donato Sperduto)

Schulen sind wie Schwärme



Dieter Schindler, *1953, Studium in Geschichte, engl. Literatur und Publizistik, Diplom für das Höhere Lehramt; ab 1981 an der KZO Wetzikon Lehrer, ab 1996 Prorektor und von 2000 bis 2009 Rektor; seit 2011 wissenschaftlicher Mitarbeiter der Weiterbildungszentrale WBZ CPS, verantwortlich u.a. für das fachwissenschaftliche Kursangebot und den Themenbereich Unterrichtsentwicklung; ab Juli 2016 im Ruhestand, Kontaktadresse dieter.schindler@hispeed.ch

Dieter Schindler hat sich am 12. Mai 2016 im Haus der Kantone mit der GH-Redaktorin zu einem Gespräch getroffen. Im Zentrum stand sein Artikel «change@gym.ch», welcher die unterschiedlichen Perspektiven auf das Gymnasium, die Dieter Schindler in seinen Funktionen als Lehrer, Schulleiter und wissenschaftlicher Mitarbeiter kennen lernen konnte, thematisiert. Kurz vor der Pensionierung ist dieser Rückblick gleichzeitig ein wichtiger Ausblick für die kommende Generation.

Denise Martin: Du sprichst in Deinem Artikel «change@gym.ch» von Schwärmen – wie kommst Du zu diesem Bild: «Die *Schulen* funktionieren im Innern wie gegen aussen wie Schwärme, die mit ihrer eigenen Tradition, Kultur und Intelligenz ihr Weiterkommen sichern. Sie sind deshalb schwer zentral steuerbar.»

Dieter Schindler: Dieses Bild vom Schwarm, der sich miteinander bewegt, wenn z.B. Gefahr von aussen kommt, aber intern aus einer Vielzahl von Individuen, die unterschiedlich sind, besteht, hat mich immer fasziniert. Obwohl die Fische scheinbar gleich sind – eine Sardine ist eine Sardine – unterscheidet sich jeder Fisch vom andern. In den Schwärmen gibt es Unterschwärme, es gibt dynamische Muster, und je nach Gefährdung von aussen muss sich der Schwarm intern wieder anders organisieren. Dies ist ein gutes Bild für die

Schule, weil es eigentlich ein Gegenbild ist zur Ordnungsidee, die von oben kommt, z.B. von den politischen Behörden. Aus der Erfahrung als Schulleiter kann ich sagen, dass man mit autoritären Massnahmen nichts erreicht. Man ist darauf angewiesen, dass alle schwimmen, dass sich alle nahe sind, dass Unterschwärme aktiv sind und autonom operieren im Rahmen eines Ganzen. Der Schwarm, der sich dynamisch immer wieder anders zusammensetzt und neue Konstellationen bildet, ist ein gutes Bild für die Schule. Es wird aber schwierig, wenn der Scharm sich aufteilt. Dies ist häufig unter Gefahren der Fall. Der Schwarm ist quasi als Gegenbild entstanden zur Matrix, einer rechteckigen Anordnung von Zahlen/Symbolen/Ausdrücken in Reihen und Spalten. Die Schulleitung gehört aus meiner Sicht zum Schwarm, was häufig von aussen her nicht so gesehen wird.

Denise Martin: Du lässt dich Ende Juni als wissenschaftlicher Mitarbeiter der WBZ CPS pensionieren und wirst mehr Zeit für Deinen Olivenhain in Spanien und Deine Familie haben. Der VSG hat dich deshalb am 26. November 2015 am Vorabend der Delegiertenversammlung in Brig mit grossem Dank verabschiedet. Wir würden uns freuen, wenn Du trotz Deines neuen Lebens die Leserinnen und Leser des Gymnasium Helveticums auch in Zukunft an Deiner reichen Erfahrung teilhaben lässt.



Verabschiedung von Dieter Schindler am Vorabend der Delegiertenversammlung des VSG vom 27. November 2015 in Brig (photo@IngemarImboden)

«change@gym.ch»: Schulentwicklung durch Seitenwind

Dieter Schindler

Woher kommt Schub für die Schulentwicklung?

Ich arbeite seit 1980 im Feld der Schweizer Gymnasien – lange als Lehrer und als Schulleiter an der KZO Wetzikon, schliesslich als wissenschaftlicher Mitarbeiter bei der WBZ CPS. Je näher ich mich in die Nähe der Bildungsverwaltungen bewegte, desto bewusster wurde mir, wie fundamental sich der Blick auf die Gymnasien «von oben» unterscheidet von der Sicht «von unten».

Das «Feld der Mittelschulen» ist aus Sicht von EDK, SMAK und manchen kantonalen Ämtern eine ins System unserer Bildungspolitik eingebettete hierarchisch gegliederte Organisationsstruktur, die sich zweckrational steuern lässt. Den schulischen Alltag kennen in diesen Gremien nur wenige von innen, man denkt die Mittelschulen in erster Linie von der Organisationsentwicklung her – nicht von der Pädagogik.

Die *Universitäten, Pädagogischen Hochschulen und Fachhochschulen*, andererseits, haben ein systematisches Interesse an der Umsetzung von Erkenntnissen aus den Pädagogik- und Methodenwissenschaften in der Praxis sowie an der Begleitung innovativer Projekte zur Erfüllung ihrer Forschungsaufträge und -bedürfnisse.

Die *Schulen*, drittens, funktionieren im Innern wie gegen aussen jedoch wie Schwärme, die mit ihrer eigenen Tradition, Kultur und Intelligenz ihr Weiterkommen sichern. Sie sind deshalb schwer zentral steuerbar.

Interessant ist die Anschlussfrage, woher die Schulentwicklung massgeblich beeinflusst wird.

Was bringt Schulen dazu, sich «zu bewegen»?

Meine These: Die Mehrheit der Schulentwicklungsprojekte an Schweizer Gymnasien wird derzeit von Kräften getrieben, die wenig mit Qualitätssicherungs-, Steuerungs- oder Entwicklungsimpulsen *übergeordneter Instanzen* zu tun haben. Auch aus den *pädagogischen Wissenschaften* und den *spezialisierten Fachdidaktiken* werden nur in Ausnahmefällen sichtbar Projekte angestossen.

Wirksamer sind andere, oft wenig beachtete Einflüsse:

Sieben wichtige Treiber von Schulentwicklungsprojekten

1. Die «Lage am Rand»

Wer im Land, in einem Kanton oder in seinem Einzugsgebiet peripher liegt, hat oft Mühe, gutes Lehrpersonal zu verpflichten und einzubinden. Ein prägnantes Schulentwicklungsprojekt kann Medienpräsenz, Austausch und Kooperationen auslösen und für innovative Lehrerinnen und Lehrer ein wichtiges Auswahlkriterium sein.

2. Profilierung nach «Freigabe der Reviere»

Die so genannte «freie Schulwahl» zwingt Schulen zur Profilierung, zur Absetzung vom oft nahen Nachbarn vor allem in den urbanen Gebieten und deren Agglomerationen. Die Ressourcen für eine sichtbare Profilierung sind beschränkt – also muss sich *pädagogisch* prägnant profilieren, wer zeigen will, dass er «anders» ist.

3. Bildungsabbau: «Macht Not erfinderisch?»

Viele kantonale Abbauvorgaben operieren mit *quantitativen* Vorgaben (Abbau-Prozente, Schülerzahl pro Klasse/Kurs etc.) und überlassen es den Schulen, konkrete *qualitative* Abbaumassnahmen zu treffen. Weil die wirksamen Einschnitte in die Budgets nur mit Eingriffen beim Personaleinsatz zu erreichen sind, müssen viele Schulen den Stift hier ansetzen. Solche Massnahmen sind oft einschneidend, deshalb umstritten – aber nicht selten auf Dauer wirksam. Sie vermögen allerdings auch im guten Fall den Schaden nicht aufzuwiegen, welcher der gymnasialen Bildung durch die Abbauprogramme in diesen Zeiten zugefügt wird – mit dem kurzfristigen Argument angeblich «leerer Staatskassen».

4. Private als «Trailblazers»

Privatschulen spielen häufig die Rolle von Kundschaftern im Neuland: Das flexible Arrangement mit schwer kalkulierbaren Finanzmitteln ist für sie Alltag, der Zwang zur Profilierung gegenüber der Konkurrenz ausgeprägt – in einem grösseren Markt, mit einer volatileren Kundschaft. Daraus entstehen Modelle mit Strahlkraft,

die für öffentliche Schulen Orientierung und Vorbilder sein können.

5. Technische Innovation diktiert Takt und Themen

Webressourcen und Soziale Medien machen gute Tools zur Umsetzung selbst organisierter und kooperativer Lehr- und Lernformen im Unterricht verfügbar und weisen neue Wege. Die Option «BYOD: Bring your own device» stellt die alte Lehrerrolle kategorischer in Frage als SOL; der Unterrichtsalltag verändert sich mit den neuen Möglichkeiten schnell, stetig und irreversibel – und reichlich «unplanbar».

6. Institutionen und Netzwerke

Aufgabe und Selbstverständnis der Rektorenkonferenz KSGR ist die politische Positionierung, nicht die didaktische Innovation oder der pädagogische Wertediskurs. Auch kantonale SL-Konferenzen sind institutionelle Ereignisse, im Kern oft ein Kreis von Konkurrenten – selten aber Orte des Innovationstransfers. Dieser spielt sich mehr in personal geprägten Austauschformaten ab, entstanden aus Studienfreundschaften, Weiterbildungen, Netzwerken, Fachschaften und weiteren informellen Kontakten.

7. Mehr Fluktuation in den Schulleitungen

Das Erneuerungstempo in den Schulleitungen steigt, mobilisierende Faktoren sind Demographie, Teilzeitmodelle und neue Sichtweisen auf Beruf und Karriere. Rochaden in Leitungsfunktionen fördern das kollektive Nachdenken über Wege und Ziele; die Fluktuation in der SL mobilisiert die Kollegien und eröffnet Perspektiven für Personen und Schulen.

Dies sind sieben «ausserpädagogische Treiber» (die Aufzählung ist nicht abschliessend). Wie wichtig sind sie im Vergleich zum Schub von Bildungsverwaltungen und Hochschulen?

Innovation durch «Seitenwind»

Verwaltungen und Bildungswissenschaften wollen und sollen Schulentwicklungsdynamik auslösen, weil es ihre Funktion, ihr Auftrag und ihr Interesse ist. Ihr faktischer Impact ist jedoch erstaunlich gering. Wirksamer sind scheinbar «äussere» Faktoren wie die genannten: finanzpolitische, marktwirtschaftliche, geographische, demographische, soziologische und technologische. Es sind solche oft überraschend auftretenden «Böen aus seitlicher Richtung», welche die Innovation treiben. Sie mobilisieren Ideen, Herzblut und Ausdauer für Veränderungen vor Ort,

im Rahmen der Geschichte und Kultur der Einzelschule.

Rückenwind von Verwaltung und Wissenschaft entfaltet demgegenüber meist erst sekundär Wirkung: Behörden agieren im guten Fall legitimierend, begleitend, finanzierend; Hochschulen steuern Theorien, Erkenntnisse und Hypothesen aus den Wissenschaften bei, die für die Schulen im Lauf ihrer meist intern angestossenen Prozesse Orientierung und Legitimation schaffen können.

«Schub für die Schulentwicklung» durch Selbstständigkeit und Vielfalt

Die aus diesem komplexen Ursachenbündel resultierende Vielfalt ist eine Stärke der Schweizer Gymnasien. Wenn dieser Vorteil auf Dauer Zukunft haben soll, wäre für sie ein erleichterter Zugang zu projektbezogenem «Risiko-Kapital» nötig: institutionelle Toleranz, Rückendeckung für Experimente und Zeitressourcen. Momentan ist leider das Gegenteil der Fall: Rigide Abbauvorgaben zwingen zum Streichen von Freiräumen und schieben den Schwarzen Peter den Schulen zu, was dort Kräfte bindet, Binnenkonflikte schürt und Innovationen blockiert. Not macht halt nicht immer erfinderisch, sondern meistens ärmer.

Klug wäre mehr «Steuerungsverzicht» seitens der Verwaltungen und mehr Anteil nehmendes Interesse der Hochschulen am Innenleben und an der Kultur der einzelnen Schulen, denn ihr Alltag ist anders, als es von aussen oder von oben gesehen oft scheinen mag. In diesem Alltag (so treffend formulierte es Jürgen Oelkers wiederholt) *«müssen Probleme gelöst werden, herrscht Zeitdruck und stellt sich die mühsame Frage nach den Prioritäten.»* Kein Wunder, dass die Zürcher Schulleiterkonferenz auf die jüngsten Abbaumassnahmen als Alternativen u.a. die «Sistierung von Evaluationen» und ein «Moratorium für nicht zwingend notwendige Schulentwicklungsaufträge» vorschlug.

Dies ist eine kräftig gezeichnete Illustration meiner These, der «Schub von oben» stehe in der Prioritätenliste weit unten – und er sei zudem von geringer Wirkung (mitunter ist er gar kontraproduktiv.) Die Schulleitungen sowie die Lehrerinnen und Lehrer sind wegen des gewachsenen Zeit- und Prioritätendrucks dringend angewiesen auf mehr Beachtung und Wertschätzung dessen, was sie «ungesteuert», aber alltäglich in Unterricht und Schulführung für die Weiterentwicklung ihrer Schulen leisten – und damit für die Schweizer Mittelschulen insgesamt. Denn deren Performance beeindruckt gerade wegen – nicht trotz – ihrer Vielfalt.

Les écoles sont comme des bancs de poissons

Dieter Schindler, *1953, études d'histoire, de littérature anglaise et de journalisme, diplôme d'enseignement secondaire; enseignant au KZO Wetzikon dès 1981, prorecteur dès 1996, recteur de 2000 à 2009; dès 2011, collaborateur scientifique du WBZ CPS, responsable, entre autres, de l'offre de cours de branches et du développement scolaire; retraité à partir de juillet 2016; contact: dieter.schindler@hispeed.ch

Le 12 mai 2016, Dieter Schindler s'est prêté au jeu de l'interview avec la Rédactrice du GH dans les murs de la Maison des Cantons à Berne. Dans son article «change@gym.ch», l'ancien enseignant – devenu directeur de gymnase puis collaborateur scientifique – analyse les divers vents latéraux qui poussent le développement scolaire ainsi que les différentes perspectives dans lesquelles le gymnase est perçu. Alors qu'il s'apprête à prendre sa retraite, il livre une rétrospective qui ne manquera pas de servir de référence aux prochaines générations.

Denise Martin: Dans ton article «change@gym.ch», tu compares les écoles à des bancs de poissons. Comment expliques-tu cette métaphore : « Les écoles, quant à elles, fonctionnent comme des bancs de poissons, assurant leur survie grâce à leurs traditions, à leur culture et à leur intelligence. Interne ou externe, leur politique est donc difficilement contrôlable de manière centralisée. »

Dieter Schindler: Un banc de poissons en mouvement, réagissant par exemple à un danger extérieur, est une entité composée d'une multitude d'individus différents. Cela m'a toujours fasciné. Quoique les poissons se ressemblent tous – une sardine est une sardine –, chaque poisson est différent des autres. Le banc de poissons réunit divers bancs plus petits dotés d'une certaine dynamique. Face à une menace extérieure, le banc doit constamment réajuster sa structure interne. A mes yeux, l'école fonctionne de la même manière. Cette comparaison est contraire à

l'idée d'une structure dirigée par le haut, par exemple par les autorités politiques. En me basant sur mes expériences en tant que directeur d'établissement, je peux dire que les mesures autoritaires ne mènent à rien: il faut que tout le monde nage dans la même direction, que les individus soient proches les uns des autres, que les différents sous-groupes soient actifs et opèrent de façon autonome dans le cadre de l'entité globale. Dans cette optique, le banc de poissons dont la structure est en perpétuelle adaptation et au sein duquel se créent toujours de nouvelles constellations, me semble être une bonne métaphore. Cependant, la situation se complique lorsque, face à un danger, le banc se sépare – et cela se produit souvent. L'image du banc de poissons s'oppose à l'idée de matrice, qui présuppose un ordre fixe et une présentation de chiffres, de symboles et d'expressions en lignes et en colonnes. Pour moi, la direction d'une école fait partie intégrante du banc de poissons, même si, souvent, on ne le voit pas de l'extérieur.

Denise Martin: A fin juin, tu quitteras ton poste de collaborateur scientifique auprès du WBZ CPS pour une retraite bien méritée qui te laissera plus de temps pour ta famille et ton oliveraie en Espagne. Le 26 novembre 2015, la SSPES t'a officiellement remercié pour ton travail et ton engagement dans le cadre d'une soirée organisée la veille de l'Assemblée des Délégué-e-s à Brigue. Nous serions ravis que ta nouvelle vie te laisse le temps de continuer de partager tes expériences avec les lectrices et lecteurs du Gymnasium Helveticum.

« change@gym.ch » : le développement scolaire poussé par un vent latéral

Quel est le moteur du développement scolaire ?

Je travaille depuis 1980 dans le domaine des gymnases suisses – enseignant pendant plusieurs années, puis directeur du KZO Wetzikon et finalement collaborateur scientifique du WBZ CPS. Tout au long de ma carrière, alors que je me rapprochais des instances en charge de la formation, j'ai pu constater à

quel point le gymnase était perçu différemment par la base et par les autorités.

Aux yeux de la CDIP, de la SMAK et de nombreux services cantonaux, le domaine des écoles du degré secondaire II est une structure organisationnelle hiérarchisée, intégrée à notre système éducatif, qui se laisse aisément piloter de manière rationnelle. Rares sont les membres de ces instances à connaître réellement le quotidien scolaire; les écoles du se-

condaire II sont donc essentiellement considérées d'un point de vue organisationnel et non pédagogique.

Les universités, les hautes écoles pédagogiques et les hautes écoles spécialisées de leur côté démontrent un intérêt systématique à la mise en pratique des résultats de la recherche en matière de pédagogie et de méthodique, ainsi qu'à l'accompagnement de projets innovants destinés à mener à bien leur mandat de recherche tout en satisfaisant leurs besoins dans ce domaine.

Les écoles, quant à elles, fonctionnent à la manière d'un banc de poissons, assurant leur survie grâce à leurs traditions, à leur culture et à leur intelligence. Interne ou externe, leur politique est donc difficilement contrôlable de manière centralisée.

La question de savoir quels sont les facteurs qui influencent le plus le développement scolaire s'avère dès lors aussi intéressante que pertinente.

Qu'est-ce qui fait « bouger les écoles » ?

Mon hypothèse: actuellement, la majorité des projets scolaires menés dans les gymnases suisses sont poussés par des forces qui n'ont pas grand-chose à voir avec des dynamiques d'assurance qualité, de pilotage ou de développement entraînées par des instances supérieures. De même, il est rare que des projets tangibles émanent du domaine des *sciences pédagogiques* ou de celui des *didactiques de branche spécifiques*.

D'autres facteurs, souvent peu considérés, influencent le développement scolaire:

Sept moteurs de développement scolaire

1. Position périphérique

Les écoles situées en périphérie – que ce soit au niveau national, cantonal ou régional – ont souvent de la peine à recruter et à fidéliser de bon-ne-s enseignant-e-s. Un projet de développement scolaire d'envergure peut favoriser la présence médiatique, l'échange et la coopération, et attirer l'attention d'enseignant-e-s féru-e-s d'innovation.

2. Démarcation suite à la libéralisation des « terrains de chasse »

Le libre choix de l'établissement scolaire oblige les écoles à se démarquer de leurs concurrentes qui, en particulier dans les zones urbaines et leurs agglomérations, se situent souvent à proximité. Leurs ressources marketing étant limitées, elles

doivent miser sur une *pédagogie* attrayante pour se distinguer de leurs rivales.

3. Démantèlement du système éducatif: « Nécessité est mère d'invention » ?

De nombreux cantons décident de mesures *quantitatives* (diminution des pourcentages de poste, augmentation du nombre d'élèves par classe/cours, etc.) et laissent aux écoles le soin de mettre en œuvre les mesures *qualitatives* concrètes. Les coupes budgétaires ne pouvant être réalisées efficacement qu'au prix d'une réduction du personnel, plusieurs écoles doivent se séparer de certain-e-s de leurs enseignant-e-s. Ces mesures, souvent incisives, sont critiquées mais s'avèrent généralement efficaces sur le long terme. Cependant, même dans le meilleurs des cas, elles ne compensent pas les dégâts occasionnés actuellement à la formation gymnasiale par la mise en place de programmes de démantèlement soit-disant justifiés par la volonté de renflouer les caisses de l'Etat.

4. Les écoles privées font figure de « Trailblazers »

Les écoles privées jouent souvent le rôle de prospecteurs. Elles sont habituées à faire preuve de flexibilité avec des moyens financiers souvent difficilement calculables, et à se démarquer face à la concurrence – sur un marché plus étendu et auprès d'une clientèle plus volatile. Certains modèles se dégagent et pourraient servir aux écoles publiques.

5. L'innovation technique donne le rythme et dicte les thèmes

Les ressources Internet et les médias sociaux constituent de bons instruments pour mettre en place des formes d'enseignement et d'apprentissage autonomes et coopératives, et ouvrent de nouvelles perspectives. L'option «BYOD: Bring your own Device» implique une redéfinition du rôle de l'enseignant-e en favorisant l'apprentissage en autonomie, et le quotidien scolaire se transforme rapidement et constamment, de manière aussi imprévisible qu'irréversible.

6. Institutions et réseaux

La Conférence des directrices et directeurs des gymnases suisses CDGS a pour tâche le positionnement politique et non l'innovation didactique ou le discours sur les valeurs pédagogiques. Les conférences cantonales de recteur-trice-s, événements institutionnalisés, ressemblent plus souvent à des rencontres de concurrent-e-s plutôt qu'à des manifestations permettant

l'échange d'expériences innovantes. Ce dernier résulte le plus souvent de rencontres personnelles: anciens compagnons d'études, collègues rencontré-e-s lors de manifestations de formation continue, sur les réseaux sociaux ou dans les sociétés de branches, et autres contacts informels.

7. Davantage de fluctuation dans les directions d'établissement

Les directions scolaires tendent à se renouveler plus rapidement, du fait de facteurs démographiques, des modèles de travail à temps partiel et de la nouvelle valorisation de la vie et de la carrière professionnelles. Les moyens et les objectifs requièrent une réflexion collective, les fluctuations dans les directions mobilisent les enseignant-e-s et ouvrent de nouvelles perspectives pour les personnes comme pour les écoles.

Ces sept moteurs (liste non exhaustive) ne sont pas directement liés à la pédagogie. Quelle est leur force, si on les compare à la dynamique entraînée par les responsables de la politique de l'éducation et les hautes écoles?

L'innovation poussée par un « vent latéral »

Les administrations et les représentants des sciences de l'éducation souhaitent et doivent déclencher une dynamique de développement scolaire: telle est leur fonction, telle est leur mission et il en va de leur intérêt. Or, dans la pratique, leur influence est étonnamment faible. Les facteurs « extérieurs » – finances, économie de marché, géographie, démographie, sociologie, technologie – semblent jouer un rôle bien plus important. Ce sont souvent des « bourrasques latérales », imprévisibles, qui provoquent l'innovation. Elles mobilisent des idées, éveillent la ferveur et assurent la pérennité des modifications dans le cadre de l'histoire et de la culture des différents établissements.

Les vents favorables émanant de l'administration et des cercles scientifiques n'ont souvent qu'un effet secondaire: dans le meilleur des cas, les autorités sont légitimées, elles accompagnent et financent l'innovation. De leur côté, les hautes écoles contribuent au processus en développant des théories et des hypothèses, et en présentant les résultats de la recherche – autant de pistes qui peuvent permettre aux écoles d'orienter et de légitimer les projets qu'elles ont le plus souvent conçus elles-mêmes.

« Moteurs du développement scolaire » : autonomie et diversité

Le nombre et la complexité des facteurs en présence, et la diversité qui en découle, est l'une des forces des gymnases suisses. Pour que cet avantage perdure sur le long terme, ils devraient disposer d'un accès facilité à un « capital risque » en ce qui concerne leurs projets: tolérance institutionnelle, soutien pour leurs expériences et davantage de temps. Actuellement, on observe malheureusement plutôt le contraire: des mesures de démantèlement strictes restreignent la marge de manœuvre des écoles tout en leur faisant porter le chapeau, ce qui immobilise les forces, provoque des conflits internes et bloque l'innovation. La nécessité n'est pas toujours mère d'invention, mais souvent synonyme d'appauvrissement.

Il semble également que les autorités devraient plus souvent renoncer à leurs velléités de pilotage et que les hautes écoles pourraient démontrer plus d'intérêt pour la vie et la culture des écoles – un quotidien souvent bien différent de celui que s'imaginent les personnes extérieures ou les instances supérieures. Un quotidien dans lequel (comme le répète avec pertinence Jürgen Oelkers) « des problèmes doivent être résolus, où le temps presse et où se pose toujours la difficile question des priorités ». Rien d'étonnant donc à ce que la conférence des directeur-trice-s de gymnase zurichois-es ait proposé, entre autres, la suspension des évaluations et un moratoire pour les projets de développement scolaire jugés non urgents comme alternatives aux dernières mesures de démantèlement.

Ceci conforte parfaitement mon hypothèse: dans la liste des priorités, l'impulsion venant du haut occupe l'une des dernières places – et elle s'avère de plus en plus inefficace (voire dans certains cas contre-productive). Le temps pressant de plus en plus et les priorités devant être fixées de plus en plus rapidement, les directeur-trice-s et les enseignant-e-s sont urgemment dépendants du respect et de la valorisation de ce qu'ils réalisent « sans pilotage », au quotidien, dans leur enseignement et leurs fonctions, pour le développement de leurs écoles – et pour l'ensemble des écoles du degré secondaire suisse. Car si leurs performances impressionnent, c'est bien la diversité qui fait leur richesse.

Zur Reifeprüfung mit John Hatties Forschung

Lernen sichtbar machen am Schweizer Gymnasium



Wolfgang Beywl, Prof. Dr., leitet die Professur für Bildungsmanagement sowie Schul- und Personalentwicklung an der PH FHNW; er forscht zum Aufbau schulinternen Evaluationsvermögens und lehrt in der Aus- und Weiterbildung von Lehrpersonen.



Kathrin Pirani ist Mitglied des Luise-Teams an der PH FHNW und unterrichtet am Mathematisch-naturwissenschaftlichen Gymnasium Rämibühl in Zürich.

Lernen sichtbar machen ist eine Wortgruppe, die den Blick auf das unterrichtliche Geschehen lenkt: Wie genau handeln Schülerinnen und Schüler im Kontext von Unterricht? Auf welchen Wegen eignen sie sich Wissen an und erwerben Kompetenzen? Woran kann man das sehen, hören, herauslesen? Und: Was folgt aus solchen Beobachtungen für die Lehrpersonen und ihr professionelles Handeln? Wie können Lehrpersonen Daten zum und aus dem Unterricht nutzen, um ihr Lehren noch wirksamer zu gestalten und die Lernenden noch stärker zu aktivieren? – Gibt man die Wortgruppe in eine Internet-Suchmaschine ein, erhält man um die 1000 Treffer. Dies verweist darauf, dass das von John Hattie gesendete Signal im deutschsprachigen Raum ankommt.

In diesem Beitrag wollen wir die zentralen Ergebnisse zu *Lernen sichtbar machen* nicht noch einmal darstellen. Hierzu finden Sie unter den 1000plus Internetlinks zahlreiche z.T. kostenlos zugängliche Quellen. Ausgewählte finden Sie im Infokasten. Wir erörtern nachfolgend, weshalb die seit langem bekannte Aussage, dass es wesentlich auf das professionelle Handeln der Lehrperson ankommt, aktuell so viel Aufmerksamkeit findet. Dann skizzieren wir, welche Kritik es an Hatties Studien gibt. Abschliessend berichten wir über die Nutzung von *Lernen sichtbar machen* an Gymnasien.

1 Die neue Karriere einer alten pädagogischen Erkenntnis

«Die Veröffentlichung der deutschen Übersetzung von *«Lernen sichtbar machen»* im April 2013 intensivierte die bis dahin bloss punktuell verlaufende Debatte um die Studie. Im Januar 2014 erschien die Übersetzung des Folgebandes *«Visible learning for teachers»* – *Lernen sichtbar machen für Lehrpersonen* – was den Diskurs erneut befeuerte.»¹

John Hattie, Jahrgang 1950, forscht seit 40 Jahren zu Schule und Unterricht, ablesbar an vielen seiner fast 600 Publikationen. Sein Hauptinteresse gilt dem Faktor «Feedback», das von Lehrpersonen, aber auch von Peers gegeben wird, um das Lernen von Schülerinnen und Schüler zu fördern. Ihn interes-

siert, wie stark sich dieser und ca. 150 weitere schulische und unterrichtliche Faktoren auf die Lernleistungen auswirken. Seit Ende der 1970er Jahre versucht er, das weltweit vorhandene Forschungswissen zu dieser Fragestellung zusammenzufassen. Ein Werkzeug dafür ist die Meta-Analyse². 1987 hat er gemeinsam mit u.a. Herbert Walberg eine erste Meta-Analyse 2. Grades veröffentlicht; Robert Marzano legte 12 Jahre später eine weitere vor.³ Eine solche Synthese verdichtet mehrere Meta-Analysen zu verschiedenen Faktoren. An der Universität Zürich hat Karl Frey beide Quellen für seine Didaktik-Seminare aufbereitet. Dokumentiert ist dies im über die Jahre gewachsenen «Gelben Ordner», 2010 in der Reihe UTB Pädagogik publiziert.⁴

Im Jahr 2009 veröffentlicht John Hattie mit *«Visible Learning»* eine neue Meta-Analyse 2. Grades. Google Trends weist aktuell für die beiden Suchbegriffe «Visible Learning» und «John Hattie» weiter wachsende Suchanzahlen auf. Die pädagogische Rezeption ist abzulesen an den Übersetzungen seiner Bücher in ein Dutzend Sprachen. In unserer Literaturdatenbank haben wir ca. 100 deutschsprachige Beiträge im Anschluss an *«Visible Learning»/Lernen sichtbar machen* erfasst, einige davon explizit zustimmend oder ablehnend.

Die massenmediale Karriere dieses Begriffs begann mit der Metapher des *Holy Grail* in einer frühen Besprechung des Times Educational Supplement. Darin werden die Forschungen mit der Suche nach dem «Heiligen Gral» verglichen. In Deutschland wird der Ball in den Jahren 2012–2013 aufgenommen. So widmen u.a. DIE ZEIT, die Frankfurter Allgemeine Zeitung, stern, DER SPIEGEL, oder FOKUS John Hattie teils mehrere Beiträge. Auch die NZZ oder DER BEOBACHTER greifen auf Hatties Befunde zurück, jedoch ohne die für die genannten deutschen Medien charakteristische Personalisierung.

Hatties Visible-Learning-Bücher enthalten weit überwiegend bereits seit bis zu 20 Jahren verfügbare Erkenntnisse. Doch jetzt gelingt es, den Kernbefund in den Vordergrund zu rücken: Auf die Lehrpersonen, ihre Zusammenarbeit in Bezug auf den Unterricht, ihre Professionalität beim Unterrichten kommt es an. Mit der Metapher des (deutsch) *Lernen sichtbar machen* wird ausserdem betont,

dass empirische Belege (*evidence*) wichtig sind. Diese sollen genutzt werden, um den Unterricht weiter zu entwickeln und auf die Lernbedarfe der einzelnen Schülerinnen und Schüler abzustimmen. In seinem didaktischen Lehrwerk verdichtet Hattie (2014, S. 183) dies so: «Lehrpersonen/Schulleitende sind überzeugt, dass ihre fundamentale Aufgabe darin besteht, ihr Lehren sowie das Lernen und die Lernleistung der Schülerinnen und Schüler wirkungsorientiert zu evaluieren.» Damit bestätigt er, was einflussreiche Erziehungswissenschaftler schon lange schreiben:

Es geht um die Professionalität der Lehrperson basierend auf ihrer durch Forschungsergebnisse und eigene Daten abgestützten Reflexion zum Unterricht.⁵

Wie kann man erklären, dass es (erst) John Hattie gelungen ist, die Lehrperson und den Unterricht wieder ganz oben auf die Agenda des Bildungsdiskurses zu setzen? Die Auswertung von 26 Zeitungsbeiträgen zu *Lernen sichtbar machen* aus dem Zeitraum 1.1.2010 bis 31.8.2014⁶ gibt Hinweise: Zum einen ist es die schiere Menge der zusammengetragenen Datengrundlage: Ca. 900 Meta-Analysen mit ca. 60 000 Primärstudien (bis heute sind in Hatties Archiv nochmals mehrere hundert Meta-Analysen dazu gekommen). Auch wird Hattie eine pädagogische Erzählung mit «Tiefgang» attestiert, ihm wird Internationalität («Weltbürger») zugeschrieben, er wird gar als «Held» und «Star» bezeichnet – ein Zeichen, dass um ihn auch ein zu den massenmedialen Wirkmechanismen passender «Personenkult» gepflegt wird.

2 Zwischenruf: Hatties Befunde sind alles andere als perfekt

Zu den Veröffentlichungen John Hatties gibt es zahlreiche kritische Stellungnahmen, zu denen hier nur ein Eindruck gegeben werden kann, ohne Anspruch auf Vollständigkeit.⁷

- Vielfach wird auf Fehler hingewiesen, die Hattie bei der Zusammenfassung der Meta-Analysen unterlaufen sind: falsche Zuordnungen von Meta-Analysen zu Faktoren, falsche Benennungen von Faktoren, Rechenfehler usw. (s. «Korrigenda» www.lernensichtbarmachen.ch).
- In Frage gestellt wird, dass Verfahren und Befunde dem aktuellen Stand des wissenschaftlich Machbaren oder Wünschenswerten genügen: zu einfache oder veraltete statistische Verfahren; unscharfe Benennungen von Faktoren (z.B. «Individualisierung»), relativ alte Datenbasis; unzulässige Verstärkung von Ergebnissen aus Studien durch deren Mehrfachnutzung;

Nutzung von Meta-Analysen von schwacher Qualität; fragliche Zuordnung von Meta-Analysen zu Faktoren oder von Faktoren zu den sechs Domänen (z.B. «Lehrperson»). – Mit mehr Zeit und Geld könnte man in der Tat vieles besser machen.

- Für die Befunde werden zahlreiche Einschränkungen genannt: Übertragbarkeit der Ergebnisse aus vorwiegend in angelsächsischer Tradition stehenden Schulsystemen sei zweifelhaft; die meisten Belege gälten ausschliesslich für die «Kernfächer» (Erstsprache, Mathematik, Naturwissenschaften); wegen eingeschränkter Datenbasis gebe es Aussagen fast ausschliesslich zu (kognitivem) Lernen, kaum zur (womöglich viel wichtigeren) «Bildung»; Befunde seien nicht eindeutig, sondern von fast jedem für seine Absichten nutzbar; (und das Gegenteil:) Hattie offeriere untaugliche mechanische Rezepte, die der stets veränderlichen pädagogischen Wirklichkeit nicht entsprächen; oder: Hattie leite seine Theorie nicht streng aus den Forschungen ab, sondern lasse auch seine biografischen Erfahrungen als Lehrer oder Vater einfließen. – Mehrere dieser Einschränkungen werden von Hattie selbst vorgenommen.
- Emotional getönte Ablehnung von Hattie, seinem Welt- oder Menschenbild: Hattie bediene einseitig konservative Interessen oder sei neoliberal inspiriert (z.B. durch die OECD); durch deren Auslassung entwerte er geisteswissenschaftliche oder künstlerische Fächer; er verfolge ein rousseau'sches Erziehungsverständnis der totalen Überwachung; er fordere lückenloses Messen im Bildungsbereich, was geradezu totalitär sei; jedenfalls leiste er dem Missbrauch von Forschung wenn nicht vorsätzlich so jedenfalls leichtfertig Vorschub, auch, indem es ihm wesentlich auf die Beeinflussung der pädagogischen Praxis und weniger um objektive Erkenntnis gehe.

Einige dieser Kritikpunkte sind sehr geeignet, ja notwendig, um den Diskurs über Schule und Unterricht «mit Hattie über Hattie hinaus» fruchtbar weiter zu entwickeln. Zu hoffen bleibt, dass mit dieser Öffnung des Blicks – der die Komplexität nochmals erhöht – nicht wieder der Drang nach einfachen «Lösungen» überhandnimmt. Damit könnte der Fokus auf den Unterricht, auf das Lehren und Lernen mit Bezug zu Bildung und dem damit unverbrüchlich verbundenen Eigensinn, wieder verloren gehen. Nachfolgend ein Blick in die Praxis der Nutzung von *Lernen sichtbar machen* – in der täglich und unausweichlich ganz praktisch im pädagogischen Alltag gehandelt werden muss.

3 Nutzung von Lernen sichtbar machen in der Praxis der Gymnasien

Schweizer Gymnasien greifen Anregungen aus *Lernen sichtbar machen* auf. Die Bücher werden gelesen, diskutiert und mit aktuellen Fragestellungen von Schule und Unterricht verbunden. Allein unser Team hat dazu in den vergangenen zwei Jahren einige Dutzend Vorträge, Workshops und Weiterbildungstage im SEK II-Bereich durchgeführt. Dabei haben wir im Plenum, in Kleingruppen und auch informell viele Gespräche geführt. Dabei sind wir auch immer wieder auf Lücken in unserem Wissen aufmerksam gemacht worden. Ohne Anspruch auf Repräsentativität seien diese Eindrücke, ergänzt durch Ergebnisse aus längeren Gesprächen mit Verantwortlichen aus Gymnasien, wiedergegeben.⁸

Schulleitungen und Gremien mit Schulentwicklungsauftrag lassen sich von Medienberichten, durch Lektüre von Texten von oder zu *Lernen sichtbar machen* oder durch Vorträge anlässlich von Weiterbildungsange-

boten anregen. Die Erkenntnisse finden Eingang in die Kommunikation der Leitungsgremien über ihre Vorstellungen zu «gutem Unterricht». Ermutigt durch die Resonanz im Kollegium, setzen sie das Thema auf die Schulagenda und regen eine schulweite Diskussion an. Sie schaffen Freiräume, damit die Kollegien die Befunde in Fachkreissitzungen oder schulinternen Weiterbildungen diskutieren und mit aktuellen Entwicklungsschwerpunkten verbinden können. Klaus Zierers Kurzversion von 2014 «Hattie für gestresste Lehrer» werde (trotz des bewusst provokativen Titels) als Einstiegslektüre geschätzt. Der knapp 120-seitige Text fasse die Kernbefunde «prägnant» zusammen.

Hatties Botschaften kämen auch darum an, weil sie an bereits erprobte Vorgehensweisen anknüpften: Lehrpersonen sähen sich darin bestätigt, den Austausch über Lehren und Lernen am Gymnasium zu pflegen. Die Auffassung werde gestärkt, dass Feedback-Nehmen und -Geben wichtig ist. Lehrpersonen schätzten es so ein, dass «ihre Feedback-Praxis gar nicht so schlecht ist.» Schulen sähen sich bestätigt, wenn sie «schulintern erhobene Daten als Entscheidungsgrundlage für weitere Entwicklungen nutzen.»

Lernen sichtbar machen aktiviert zudem Themen, die da und dort vielleicht etwas in den Hintergrund gerückt sind. Unsere Gesprächspartner berichten für ihre Schulen u.a.: Lehrpersonen nähmen die Bedeutung des Vorwissens bei der Gestaltung und Steuerung von Lernprozessen wieder stärker in den Fokus. Die vertiefte Beschäftigung mit Faktoren wie «Klarheit der Lehrperson» oder «Direkte Instruktion» gebe dem Lehren neue Impulse. Die Reflexion über Lernen werde durch das Ausloten von erwiesenermaßen starken Einflüssen wie «sozioökonomischer Hintergrund», «Hausaufgaben» oder «Üben» angeregt.

Nach Zeiten, in denen Feedback vor allem als «Lehrpersonen holen Rückmeldungen von Schüler/-innen zu ihrem Unterricht ein» gepflegt worden wäre, käme nun stärker der Aspekt «Lehrpersonen geben Schüler/-innen lernwirksames Feedback» in den Fokus. In der Folge würde die oft bereits gut verankerte Praxis des Feedback-Nehmens ergänzt mit neuen Feedback-Instrumenten. Dabei werde darauf geachtet, diese verstärkt in den Unterricht zu integrieren und dadurch einen Dialog mit den Schülerinnen und Schülern auszulösen. Ein Gesprächspartner meint:

«Die Beschäftigung mit *Lernen sichtbar machen* hat bei uns dazu geführt, dass die bestehenden Instrumente und Gefässe der Unterrichts- und Qualitätsentwicklung bewusster und intensiver von Lehrpersonen genutzt werden.»



¹ Riefling, Markus/Moll, Frederick de/Zenkel, Stefan (2016): «John Hattie Superstar – Ein Bildungsforscher rockt den öffentlichen Diskurs». In: Pädagogische Rundschau, Heft 2, S. 193.

² Verfahren, mit welchem quantitative Ergebnisse verschiedener Primärstudien mit gleicher Thematik (konkretisiert durch «Faktoren», oft unabhängige Variablen) statistisch gebündelt werden. Es soll dargestellt werden, inwiefern ein (kausaler) Effekt zwischen dem jeweiligen Faktor und der abhängigen Variable (z. B. schulische Lernleistung) besteht und wie gross dieser ist. Als statistische Masszahl für die Stärke des Beitrages des jeweiligen Faktors zur Ausprägung der abhängigen Variablen dient die Effektstärke (d). Vgl. Youtube-Video «Was ist eine Effektstärke?»

³ Fraser, Barry J./Walberg, Herbert J./Welch, Wayne W./Hattie, John A. C. (1987): «Syntheses of educational productivity research». In: International journal of educational research, Jg. 11, 2, S. 147–252; Marzano, Robert J. (1998): A Theory-Based Meta-Analysis of Research on Instruction. Aurora: Mid-Continent Regional Educational Lab.

⁴ Frey, Karl/Frey-Eiling, Angela (2010): Ausgewählte Methoden der Didaktik. Zürich: vdf Verlag ETH.

⁵ Z.B. Helmke, Andreas (2015): Unterrichtsqualität und Lehrerprofessionalität: 6. Aufl.; Seelze-Velber: Kallmeyer, oder die Beiträge von Tina Hascher, Eckard Klieme oder Kurt Reusser in: Gläser-Zikuda, Michaela/Seifried, Jürgen (Hg.) (2008): Lehrerexpertise. Analyse und Bedeutung unterrichtlichen Handelns. Münster: Waxmann.

⁶ Riefling et al. (vgl. Fussnote 1).

⁷ Vertiefend vgl. z. B. Terhart, Ewald (Hg.) (2014): Die Hattie-Studie in der Diskussion. Seelze: Kallmeyer; Steffens, Ulrich/Höfer, Dieter (2016): besonders Kap. 7.

⁸ Dank an die Gesprächspartner Stefan Graber (Prorektor Kantonsschule Alpenquai, Luzern), Michel Rey (Qualitätsentwicklungsleiter Gymnasium St. Klemens, Ebikon) und Martin Zimmermann (Rektor Kantonsschule Zürcher Oberland, Wetzikon).

⁹ Beiträge in den Nummern 1, 2 und 5 des Gymnasium Helveticum, 2015.

Auch die «Formative Evaluation des Unterrichts», ein starker, von Hattie hervorgehobener Faktor, weckt bei den Schulen Interesse; vgl. dazu das Weiterbildungsangebot Luuise⁹.

Was macht unsere Gesprächspartner zuversichtlich, dass Hatties Befunde nicht «Eintagsfliegen» sind? Einige Antworten: *Lernen sichtbar machen* biete viel Gesprächsstoff für das Kollegium und für den Austausch mit Schülerinnen und Schülern. – Es unterstütze dabei, eine produktive Fehlerkultur auf allen Ebenen der Schule zu etablieren. – Es sei vorwärtsgerichtet und helfe, eine gemeinsame Sprache und ein gemeinsames Bewusstsein über das Unterrichtshandeln weiter zu entwickeln.

Wieweit die Anregungen des *Lernen sichtbar machen* das gymnasiale Lehren und Lernen mit Blick auf aktuelle und anstehende

Herausforderungen stärken können, bleibt eine offene Frage. Was ist der spezifische Beitrag für die anspruchsvolle Leitung und Begleitung der Lernenden auf dem Weg zur Matura? Wünschenswert ist einerseits, dass Lehrpersonen, die diesen Ansatz ausprobieren, über erfolgreiche Nutzungen informieren. Andererseits ist es wichtig, auf Schwächen und fehlende Verbindungsstücke hinzuweisen – das Konzept selbst ist einer kritischen Prüfung zu unterziehen.

Infokasten

Website www.lernensichtbarmachen.ch (u. a. mit Faktoren-Wiki, Glossar, Praxisberichten und 15 bisher erschienenen Ausgaben des Newsletters).

Beywl, Wolfgang (2015): «Den Unterricht wirksam gestalten. Anregungen aus der Hattie-Studie». In: Bündner Schulblatt, Mai 2015, S. 14–19. <http://www.legr.ch/buendner-schulblatt/archiv/201415/>

Hattie, John A. C. (2015): Lernen sichtbar machen. Erweiterte 3. der überarbeiteten deutschsprachigen Ausgabe von «Visible Learning» (2009), Baltmannsweiler: Schneider Hohengehren.

Hattie, John A. C. (2014): Lernen sichtbar machen für Lehrpersonen: Überarbeitete deutschsprachige Ausgabe von «Visible Learning for Teachers». Besorgt von Wolfgang Beywl und Klaus Zierer. Baltmannsweiler: Schneider Hohengehren.

Steffens, Ulrich/Höfer, Dieter (2016): Lernen nach Hattie. Wie gelingt guter Unterricht? Weinheim: Beltz.

Zierer, Klaus (2014): Hattie für gestresste Lehrer. Kernbotschaften und Handlungsempfehlungen aus John Hatties «Visible Learning» und «Visible Learning for Teachers». Baltmannsweiler: Schneider Hohengehren.

La SSPES s'informe et vous informe

Ein Blick – ein Klick

Même si ce numéro du Gymnasium Helveticum n'est pas le premier de 2016, il n'est jamais trop tard pour une bonne résolution. Votre comité, soucieux de vous tenir informés de son actualité, a décidé de redonner vie à la rubrique, courte, « La SSPES s'informe et vous informe ». Désormais, c'est par ce biais que vous serez tenus au courant des dossiers les plus importants dont le comité s'occupe.

Auch mitten im Jahr ist es nicht zu spät für gute Vorsätze. So hat der VSG-Vorstand entschieden, Sie regelmässig über seine Tätigkeiten zu informieren und die Rubrik «Ein Blick – ein Klick» wiederauferstehen zu lassen. Auf diesem Weg wollen wir Sie über die wichtigsten Themen informieren, mit denen sich der Vorstand beschäftigt.

Formation continue : il y a un an, la CDIP a décidé de réviser le mandat de prestation du WBZ CPS. Le processus, auquel la SSPES a participé, arrive à son terme. Le comité de la SSPES craint, malgré ses nombreuses mises en garde, que le contrat de prestation de la nouvelle agence engendre des lacunes dans l'offre de formation continue individuelle.

Weiterbildung: Vor einem Jahr hat die EDK beschlossen, den Leistungsauftrag der WBZ CPS neu zu formulieren. Der VSG wurde in den Prozess, der nun beinahe zu Ende ist, einbezogen. Trotz mehrfachen Interventionen des VSG-Vorstands besteht nach unserer Ansicht die Gefahr, dass der Leistungsauftrag für das neue Kompetenzzentrum Lücken im Angebot für die individuelle Weiterbildung verursachen wird.

Etudes et sondages en cours : dans l'objectif de défendre la profession d'enseignant et de donner des outils aux associations cantonales, la SSPES récolte actuellement des données sur l'évolution des salaires, le taux d'engagement, les mesures d'austérité et la situation des caisses de retraite.

Aktuelle Studien und Umfragen: Um gute Rahmenbedingungen für den Beruf der Lehrkraft an den allgemeinbildenden Schulen der Sekundarstufe II zu erreichen und um den Kantonalverbänden die notwendigen Informationen zu verschaffen, stellt der VSG die Daten zur Lohnentwicklung, zum Beschäftigungsgrad und zu den Abbaumassnahmen in der Bildung und zur Situation der Pensionskassen zusammen.

Image de l'enseignant : si l'on souhaite améliorer les conditions de travail et d'engagement des enseignants, il est nécessaire que les associations – comme chaque enseignant d'ailleurs – soient conscientes du travail effectué et puissent le communiquer correctement et efficacement. Le comité va développer une stratégie dans ce sens.

Image der Lehrperson: Wenn wir die Arbeits- und Anstellungsbedingungen der Lehrkräfte verbessern wollen, müssen die Verbände, muss jede Lehrkraft selber, sich der wirklichen Arbeitszeit bewusst sein und sie korrekt und verständlich kommunizieren können. Der Vorstand wird sich dafür einsetzen.

Mise en œuvre des sous-projets visant à garantir aux titulaires de maturité gymnasiale l'accès à long terme aux universités : le comité de la SSPES entretient un contact permanent avec la CDIP, la CESFG (SMAK), la CDGS et les associations cantonales et de branches pour suivre la mise en œuvre des sous-projets 1 à 4.

Umsetzung der Teilprojekte, die den Hochschulzugang für Inhaberinnen und Inhaber von gymnasialen Maturitätszeugnissen sichern: Der VSG-Vorstand ist in ständigem Kontakt mit der EDK, der SMAK, der KSGR und den Kantonal- und Fachverbänden, um die Umsetzung der TP 1–4 zu verfolgen.

Informatique au gymnase : la CDIP réfléchit à la place à donner à l'informatique au gymnase. Deux groupes de travail ont été mis en place et un premier projet a vu le jour. Il s'agit maintenant d'en évaluer la faisabilité et les obstacles.

Informatik am Gymnasium: Die EDK beabsichtigt, der Informatik einen festen Platz am Gymnasium zu geben. Zwei Arbeitsgruppen haben ein erstes Projekt ausgearbeitet. Nun werden Umsetzungsvorschläge ausgearbeitet und Hindernisse beiseite geräumt.

Swiss Education Days : Didacta Bâle a vécu. Vivent les Swiss Education Days qui désormais se dérouleront à Berne. La première édition aura lieu cet automne, du mardi 8 au jeudi 10 novembre 2016. Le mercredi sera consacré au Secondaire II et le jeudi à la Suisse romande.

Swiss Education Days: Didacta Basel ist tot – es leben die Swiss Education Days, die in Bern stattfinden werden in einer ersten Ausgabe vom 8. bis 10. November 2016. Der Mittwoch wird der Sekundarstufe II gewidmet sein, der Donnerstag der Romandie.

Johann Schneider-Ammann et la maturité gymnasiale : suite aux propos du Conseiller fédéral Schneider-Ammann relayés par la NZZ à propos de la soi-disant mauvaise qualité de la maturité gymnasiale, le comité de la SSPES a requis un entretien avec le Conseiller fédéral.

Johann Schneider-Ammann und die gymnasiale Matura: Nach der Aussage des Bundesrats Johann Schneider-Ammann zur sogenannten schlechten Qualität der gymnasialen Matur, wie sie in der NZZ berichtet wurde, hat der VSG-Vorstand sich um ein Gespräch beim Bundesrat bemüht.

Laufende Umfragen des VSG



Lucius Hartmann, ZV-Mitglied seit 2014. Co-Präsident der Kommission Gymnasium-Universität und Mitglied der Schweizerischen Maturitätskommission SMK.

Praktisch in allen Kantonen sind in den letzten Jahren mehr oder weniger rigorose Abbaumassnahmen («Sparmassnahmen», «Leistungsüberprüfungen» usw.) vorgenommen worden, von denen auch das Gymnasium, die Fachmittelschule und deren Lehrpersonen direkt betroffen waren. Dazu kommen Wechsel in Besoldungssystemen und die Nichtgewährung eines automatischen Erfahrungsanstieges in vielen Kantonen sowie eine ungleich niedrigere Lohnentwicklung im Bereich Unterricht.

Der VSG hat sich deshalb zum Ziel gesetzt, sich einen gesamtschweizerischen Überblick über die Situation und die Entwicklung der Löhne, Anstellungs- und Arbeitsbedingungen in den letzten 25 Jahren zu verschaffen. Zu diesem Zweck führt er momentan zwei Umfragen bei den Kantonalverbänden durch, um folgende Faktoren zu erfassen:

- Pensionskasse: Beiträge, Ausfinanzierung, Sanierungsmassnahmen, Pensionsalter, Senkung der Umwandlungssätze, Beitrags- oder Leistungsprimat

- Abbaumassnahmen wie Stunden- oder Fächerreduktionen, Schulfusionen, Erhöhung der mittleren Klassengrösse
- Lohnentwicklung in den letzten Jahrzehnten
- aktuelle Arbeitsbedingungen: Möglichkeit und Finanzierung von Weiterbildungen, Bezahlung für das Klassenlehreramt, Pensengrösse

Die Resultate beider Umfragen werden den Kantonalverbänden zur Verfügung gestellt. Sie bilden zudem die Grundlage für die weitere Arbeit des VSG im gewerkschaftlichen Bereich, indem sie eine Priorisierung und eine Schwerpunktbildung ermöglichen. Erste Gedanken für Gegenmassnahmen durch den VSG wurden am Präsidententreffen im Mai 2016 besprochen und sollen anschliessend an der Präsidentenkonferenz im September 2016 diskutiert und beschlossen werden.

Der Zentralvorstand ist gewillt, sich für eine hohe Qualität unseres Bildungssystems einzusetzen und Politik und Öffentlichkeit über die fatalen Folgen kurzsichtiger Sparpolitik zu informieren.

Enquêtes SSPES en cours

Ces dernières années, la grande majorité des cantons a mis en œuvre des mesures de démantèlement plus ou moins rigoureuses («plans d'économie», «contrôles des prestations», etc.) qui affectent en partie directement le gymnase, les ECG et leurs enseignant-e-s. De surcroît, des modifications du système de rémunération et une suppression de la garantie de progression automatique ont été décrétées dans plusieurs cantons, sans compter le ralentissement inégal de l'évolution des salaires dans le secteur de l'enseignement.

En réaction, la SSPES s'est fixée pour objectif d'obtenir, à l'échelon national, une vue d'ensemble de la situation et de l'évolution des salaires ainsi que des conditions d'embauche et de travail au cours des 25 dernières années. Elle mène actuellement deux enquêtes auprès de ses associations cantonales, afin de recueillir des données précises sur les points suivants:

- Caisses de pension: cotisations, refinancement, mesures correctives, âge de la retraite, baisse des taux de conversion, primauté des cotisations ou des prestations
- Mesures de démantèlement: diminution du nombre d'heures ou de disciplines, fu-

sions d'établissements scolaires, augmentation des effectifs de classe

- Evolution des salaires dans les dernières décennies
- Conditions de travail actuelles: possibilité de formation continue et financement, rémunération des titulaires de classe, nombre d'heures d'enseignement obligatoires

Les résultats des deux enquêtes seront mis à disposition des associations cantonales et serviront de base aux futurs travaux de la SSPES dans le domaine des affaires syndicales, puisqu'ils permettront de fixer une liste de priorités et de points essentiels à traiter. La Rencontre des Président-e-s de mai 2016 a permis une première réflexion sur les mesures que pourra mettre en œuvre la SSPES afin d'améliorer la situation. Celles-ci seront discutées et soumises au vote lors de la Conférence des Président-e-s en septembre 2016.

Le Comité Central déploie tous ses efforts pour assurer la qualité de notre système de formation et pour informer les autorités et le public sur les conséquences fatales d'une politique d'économie à court terme.

Kurzbericht aus der Kommission Gymnasium–Universität

Lucius Hartmann

Die aktualisierten Informationen zur Konferenz sind auf der Website der KGU zu finden: kgu.vsg-sspes.ch

Die KGU hat sich an ihrer Sitzung im April mit den Empfehlungen der EDK zu den Teilprojekten 1–5 sowie zur geplanten Umstrukturierung der WBZ CPS beschäftigt. Ihre Stellungnahme zu beiden Themen ist auf der Website der KGU abgelegt.

Ausserdem wurde die Detailplanung der dritten Konferenz Übergang Gymnasium–Universität fortgesetzt. Die Konferenz findet am Montag/Dienstag, den 11./12. September 2017

an der Universität Bern zum Thema «Wissenschaftspropädeutik» statt. Beteiligt sind die Fächer Deutsch (als Erstsprache), Italienisch, Englisch, Latein/Griechisch, Physik/Mathematik und Biologie/Chemie. Die Fachverbände der beteiligten Fächer sind momentan daran, geeignete Referentinnen und Referenten sowie Teilnehmerinnen und Teilnehmer einzuladen. Bei Interesse wende man sich daher direkt an den Fachverband.

Bref rapport de la Commission Gymnase–Université

Toutes les informations sur la Conférence sont régulièrement mises à jour sur le site Internet de la CGU: <http://kgu.vsg-sspes.ch/index.php?la=fr>

Lors de sa séance d'avril, la CGU a étudié les recommandations de la CDIP concernant les sous-projets 1–5 et les plans de restructuration du WBZ CPS. Ses prises de positions sont publiées sur le site Internet de la CGU.

Par ailleurs, les détails de l'organisation de la troisième Conférence Gymnase–Université étaient à l'ordre du jour. La Conférence aura lieu les lundi/mardi 11 et 12 septembre 2017 à l'Université de Berne et sera consacrée

à la propédeutique scientifique. L'allemand (langue première), l'italien, l'anglais, le latin, le grec, la physique, les mathématiques, la biologie et la chimie seront représentés. Les sociétés de branche concernées invitent actuellement les personnalités susceptibles de présenter des exposés ainsi que les participant-e-s potentiel-le-s. Veuillez donc vous adresser à votre société de branche si vous êtes intéressé-e.

We don't need no education

Die Bildung ins Visier nehmen



Gisela Meyer Stüssi,
Vizepräsidentin VSG – SSPES – SSISS

Der Blick von aussen ist oft hilfreich, um die eigenen Anliegen wieder in die Perspektive zu rücken. So ist es auch in der Bildung. Viele Professoren an Schweizer Hochschulen haben ihre Ausbildung im Ausland gemacht oder haben, wenn sie aus der Schweiz stammen, einen Teil ihrer Studien- oder Berufszeit an einer ausländischen Universität verbracht und haben so einen objektiveren Blick auf die Bildung in der Schweiz.

Als Einleitung zu einem Vortrag zum Übergang Gymnasium – Hochschule hat unlängst ein Professor einer der grossen Hochschulen der Schweiz erzählt, dass er nach seinem Ruf in die Schweiz zwei Sportarten kennen gelernt habe, die bis dahin unbekannt gewesen seien, das Hornussen – was mich nicht weiter erstaunte, da ich es selber kaum kenne – und «tirer sur l'éducation». Einen Moment folge ich seinen Gedankengängen nicht mehr und überlege, wie ich diesen Begriff auf Deutsch übersetzen könnte. Mehrere Möglichkeiten gehen mir durch den Kopf: «Tontaubenschiessen»? Und wer wären dann die Tauben: Die Schüler, die Lehrer oder die Bildung selbst? Letztere ist jedoch eher eine Aura, die sich um die Gebildeten und ihre Gesellschaft legt und kann daher nicht getroffen werden. Und geht es bei «tirer» überhaupt um das Treffen mit dem Ziel zu verletzen oder handelt es sich dabei erst um den ersten Schritt, also jemanden mit einer Waffe zu bedrohen, damit er sich in die Richtung bewegt, die dem Drohenden als einzig richtig vorschwebt?

Mein Übersetzungsproblem kann ich nicht lösen und höre dem Vortragenden weiter zu. Von aussen gesehen sei das Schweizer Bildungssystem gut, effektiv und für alle zugänglich und nicht zu teuer, sagt er. Nach einigen Statistiken und Tabellen frage ich mich, warum die Spitzen der Schweizerischen Bildungspolitik dennoch an der Schweizer Matur zweifeln, wenn der Experte dies nicht tut. Gibt es in der Sportart «tirer sur l'éducation» vielleicht einen Preis zu gewinnen? Wer finanziert ihn und was verspricht er sich davon? Und zu wessen Gunsten und auf wessen Kosten wird dieser Preis ausgerichtet? Und überhaupt: Wer hat diese Sportler trainiert?

Diese Fragen mag ich gar nicht beantworten. Mir scheint, dass wir die Sportart gemeinsam sofort zum Aussterben verdammen sollten.

PS: Frage: Erinnern Sie sich noch daran, welches Land das Lied mit dem Refrain: «We don't need no education...» verboten hat? Richtige oder originelle Antworten an g.meyer@vsg-sspes.ch werden mit einem Kugelschreiber belohnt.

PPS: Auf die Frage nach der Anzahl Briefe, die Verena Müller für das Buch über Eugen Huber und seine Frau gelesen hat (es waren mehr als 2500) habe ich zwar keine Antwort erhalten, doch weiss ich von mindestens einem Juristen, der das Buch gekauft hat, um die menschliche Seite des Vaters des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs kennen zu lernen.

Laufbahnplanung an Mittelschulen

Das neue Laufbahn-Portfolio für Mittelschülerinnen und Mittelschüler ist das erste Lehrmittel in der Schweiz, welches die Studienwahlvorbereitung nicht auf reine Informationsvermittlung reduziert. Es ist ein Instrument zur Umsetzung der Rahmenkonzepte von Bund und Kantonen zur Studien- und Berufswahl an Mittelschulen.

Der Autor Reinhard Schmid vertritt mit seinem S&B Concept® schon seit über 40 Jahren die Haltung, dass nachhaltige Laufbahnentscheide aus einer aktiven Auseinandersetzung mit sich selbst und dem Arbeitsmarkt entstehen. Das Laufbahn-Portfolio ist eine praxiserprobte und langjährig bewährte Methode, die diese Haltung konkret umsetzt.

Lange Zeit ist von Entscheidungsträgern die Auffassung vertreten worden, dass in Gymnasien keine Studienwahlvorbereitung

notwendig ist. Die Statistiken haben aber gezeigt, dass es zunehmend zu Studienwechsel und -abbrüchen kam. Ebenso haben die Zwischenlösungen nach der Matura zugenommen. Der Anteil derjenigen, die in keine Hochschule eintraten, wurde grösser. Sowohl aus bildungspolitischer wie auch aus volkswirtschaftlicher Sicht ist dies bedenklich. Eine gezielte Studienwahlvorbereitung auf der Sekundarstufe II ist ein zentraler Handlungsansatz, um diesem Problem zu begegnen.

Das Laufbahn-Portfolio für Mittelschüler/innen ist mit Beteiligung und unter dem Patronat des VSG entwickelt worden. Es wurde mit Unterstützung des SVB-EDK Innovationsfonds für die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung realisiert.

We don't need no education

« Tirer sur l'éducation »

Un regard extérieur nous aide souvent à replacer nos souhaits dans la bonne perspective. Il va en de même dans l'éducation. De nombreux professeurs des hautes écoles de notre pays ont effectué leur formation à l'étranger ou, pour nos compatriotes, ont fait une partie de leurs études ou de leur carrière professionnelle dans une université étrangère. Ils ont ainsi une vision plus objective de l'éducation et de la formation en Suisse.

En guise d'introduction à un exposé sur la transition gymnase – hautes écoles, un professeur de l'une des grandes hautes écoles suisses a expliqué qu'il avait, à son arrivée en Suisse, découvert deux nouveaux sports : le hornuss – ce qui ne m'a pas étonnée, vu ma propre ignorance des règles de ce sport – et tirer sur l'éducation. Pendant quelques minutes, j'ai perdu le fil de son raisonnement, cherchant comment interpréter ce que je venais d'entendre. Une sorte de tir aux pigeons d'argile peut-être, mais qui seraient les pigeons ? Les élèves, les enseignant-e-s ou l'éducation elle-même ? Cette dernière étant cependant plutôt une aura qui enveloppe les personnes instruites et leur société, elle ne se laisse que difficilement cibler. Et comment comprendre la notion de tir ? Une action ayant pour but de blesser ? Ou le professeur parlait-il de « prendre pour cible l'éducation », autrement dit menacer quelqu'un avec une arme pour le faire avancer dans la direction voulue ?

Je ne suis pas parvenue à régler mon problème d'interprétation et ai écouté la fin de l'exposé. J'ai appris que, vu de l'extérieur, le système éducatif suisse est bon, efficace, accessible à tous et relativement avantageux. Quelques statistiques et quelques tableaux plus loin, je me suis demandé pourquoi nos élites politiques, contrairement aux experts, semblent actuellement douter de la maturité suisse. S'agit-il de remporter une médaille au tir sur l'éducation ? Qui sont les sponsors et qu'espèrent-ils gagner ? Aux dépens de qui les récompenses sont-elles décernées ? Qui sont les favoris ? Et qui a entraîné ces sportifs ?

Je n'ai aucune envie de répondre à ces questions. Il me semble important que, tous ensemble, nous condamnions immédiatement la pratique de ce sport dangereux.

P.S. : Plongez dans vos souvenirs ! Quel pays a, à l'époque, interdit le célèbre titre musical contenant le refrain «We don't need no education» ? Les réponses correctes ou originales envoyées à g.meyer@vsg-sspes.ch seront récompensées par un stylo.

P.P.S. : Je n'ai reçu aucune réponse à la question portant sur le nombre de lettres (plus de 2500 !) consultées par Verena Müller lors de l'écriture de son livre sur Eugen Huber et sa femme. Toutefois, je connais au moins un juriste qui s'est procuré cet ouvrage afin de découvrir ce nouvel aspect, très humain, du père du code civil suisse.



Lizenz für Laufbahn-Coaches an Mittelschulen

In Kombination mit dem Einsatz der Laufbahn-Portfolios für Mittelschüler/innen im Unterricht ist direkt beim S&B Institut eine Lizenz für Lehrpersonen erhältlich.

Infos auf der Website:

www.laufbahn-portfolio-mittelschueler.ch

Laufbahn-Portfolio für Mittelschüler/innen

1. Auflage 2016 – Arbeitsheft, 54 Seiten, broschiert – Ringbuch mit Aufgabenregister – Login zur Website.

CHF 60.00, Art.-Nr. LO1-3083

ISBN 978-3-905153-89-7

www.laufbahn-portfolio-mittelschueler.ch

Beachten Sie die Mengenrabatte.

Sonderkonditionen für VSG-Mitglieder bei:

- Kennen lernen des Lehrmittels • Selbstversuch der interaktiven Methode
- Erstellen des Umsetzungskonzeptes • Einführung des Lehrmittels

Melden Sie sich mit vollständigen Koordinaten bei: info@s-b-institut.ch

VSG-Präsidententreffen vom 27. und 28. Mai 2016 in Schaffhausen

André Müller und Lucius Hartmann

Auf Einladung der Kantonsschule Schaffhausen trafen sich am 27. und 28. Mai mehr als 30 Vertreterinnen und Vertreter aus Fach- und Kantonalverbänden in Schaffhausen. Lorena Toluzzi, Präsidentin der Schaffhauser Gymnasiallehrerschaft, und Teresa Moral, Präsidentin des Fachverbandes Spanisch, hatten den Anlass mit einem historischen Rahmenprogramm (Besichtigung und Führung auf dem Munot) und einem gemütlichen Abend im Kulturzentrum Kammgarn perfekt vorbereitet. Rektor Pasquale Comi begrüßte die Delegierten und Präsidien und unterstrich in seiner Eröffnungsrede die Wichtigkeit des VSG, seiner laufenden Geschäfte und Untersuchungen. Selbst Regierungsrat Christian Amsler und Kantonsratspräsident Walter Vogelsanger zollten den Anwesenden ihren Respekt.

Ziele des diesjährigen Präsidententreffens waren:

1) einen Einblick in die vorläufigen Ergebnisse der gesamtschweizerischen Umfrage des VSG «Lohnvergleich synchron und diachron (1990–2015) sowie weitere Arbeitsbedingungen» zu geben, diese zu diskutieren und herauszukristallisieren, wo ein Handlungsbedarf auf nationaler Ebene besteht.

2) die Empfehlungen der EDK zu den Teilprojekten 1–5 vorzustellen und zu diskutieren sowie einen Überblick über die Umsetzung in den Kantonen zu gewinnen.

Unter der Leitung der beiden Mitglieder des Zentralvorstandes des VSG, Lucius Hartmann und André Müller, kam man zu folgenden Ergebnissen:

- Das Vollpensum an den Gymnasien ist zu hoch und es existieren beträchtliche Unterschiede zwischen den Kantonen.
- Beim Einstiegslohn finden sich grosse Differenzen zwischen den Kantonen, die Unterschiede beim Erfahrungsanstieg (in Jahren) sind beträchtlich und der Erfahrungsanstieg erfolgt nur noch in wenigen Kantonen automatisch; zudem gibt es grosse Unterschiede in den Kantonen im Hinblick auf die Differenz zwischen Einstiegs- und Maximallohn.
- Die Kosten für die fachbezogene Weiterbildung werden nur in wenigen Kantonen zu 100% übernommen. In vielen Kantonen müssen die Lehrpersonen einen nicht unwesentlichen Anteil selber bezahlen.
- Die Umsetzung der TP 1–4 ist in den Kantonen unterschiedlich weit. Die meisten Kantone warten noch ab, in einzelnen Kantonen wurden Arbeitsgruppen gebil-



Der Munot-Wächter und Teresa Moral, Gymnasiallehrerin an der Kantonsschule Schaffhausen, Co-Organisatorin des Präsidententreffens zusammen mit Lorena Toluzzi, ebenfalls Gymnasiallehrerin an der Kantonsschule Schaffhausen (photo©GiselaMeyerStüssi)

det oder bereits erste konkrete Massnahmen eingeleitet. Bei der Realisierung gibt es sowohl den Ansatz top-down als auch bottom-up. Der VSG wird die Entwicklung weiterverfolgen und die Kantonalverbände auf dem Laufenden halten.

- Bei der Diskussion über eine allfällige Anpassung der Bestehensnormen (im Zusammenhang mit TP 1) soll der VSG unbedingt einbezogen werden.
- Die Realisierung des TP 3 (z.B. die Bildung von Expertenpools der Hochschulen) wird teilweise durch die Abbaumassnahmen in den Kantonen verunmöglicht. Dass das TP 4 mit grosser Sorgfalt umgesetzt werden sollte, zeigen die überaus disparaten Erfahrungen der Kantone mit bestehenden Konzepten.
- Die Anwesenden äusserten ihr Unverständnis darüber, dass das TP 5 (konsequente Umsetzung des mindestens vierjährigen Gymnasiums) nicht in allen Kantonen weiterverfolgt wird.

- Einmal mehr wurde deutlich, wie gross die Unterschiede in unserem Bildungssystem zwischen den Kantonen sind. Umso wichtiger ist ein Austausch auf nationaler Ebene und insbesondere über die Grenzen der Sprachregionen hinweg, wie er am Präsidententreffen exemplarisch stattfand.

Im Modul «Berichte aus den Kantonen» wurde deutlich, wie rigoros Abbaumassnahmen in den einzelnen Kantonen, nicht selten zu Lasten der Lehrerschaft, des Bildungsangebotes und der Qualität, betrieben werden.

Der VSG nimmt diese Tatbestände ernst und setzt sich für ein qualitativ gutes Gymnasium und faire Arbeits- sowie Anstellungsbedingungen der Lehrerschaft ein.

Rencontre des Président-e-s SSPES, 27–28 mai 2016 à Schaffhouse

Les 27 et 28 mai, plus de 30 représentant-e-s des associations cantonales et des sociétés de branche ont répondu à l'invitation de la Kantonsschule de Schaffhouse. Lorene Toluzi, Présidente de l'association des enseignant-e-s de gymnase schaffhousois-es, et Teresa Moral, Présidente de la société de branche espagnol, avaient parfaitement organisé l'événement, incluant dans le programme une partie historique avec la visite guidée du Munot ainsi qu'une soirée conviviale au centre culturel Kammgarn. Pasquale Comi, Recteur de la Kantonsschule, a accueilli les délégué-e-s et les président-e-s, et a souligné dans son allocution de bienvenue l'importance de la SSPES, de ses activités et de ses réflexions. Le Conseiller d'Etat Christian Amsler et le Président du Grand conseil schaffhousois Walter Vogelsanger ont également honoré les invité-e-s de leur présence.

Les objectifs de la Rencontre des Président-e-s 2016 étaient les suivants:

- 1) obtenir un aperçu des premiers résultats de l'enquête nationale de la SSPES «Comparaison salariale synchronique et diachronique (1990–2015) et autres conditions de travail», les discuter et définir les mesures à prendre au niveau national;

- 2) présenter les recommandations de la CDIP concernant les sous-projets 1–5, les discuter et obtenir une vue d'ensemble de leur mise en œuvre dans les différents cantons.

Sous la houlette de Lucius Hartmann et André Müller, membres du Comité central de la SSPES, les groupes de travail sont parvenus aux constations suivantes:

- Le nombre d'heures d'enseignement pour les postes à temps complet au gymnase est trop élevé. Les différences entre les cantons sont considérables.
- En ce qui concerne le salaire initial dans les différents cantons, d'importants écarts existent. Les différences de progression selon l'expérience (en années) sont considérables et l'évolution n'est plus automatique dans la grande majorité des cantons. De plus, l'écart entre le salaire initial et le salaire maximal diffère fortement d'un canton à l'autre.
- Seuls quelques cantons prennent en charge la totalité des frais de formation continue dans la discipline enseignée. Dans de nombreux cantons, les enseignant-e-s doivent financer eux-mêmes une part non négligeable de leur formation continue.

- La mise en œuvre des sous-projets 1–4 diffère d'un canton à l'autre. La plupart des cantons attendent encore, des groupes de travail ont déjà été constitués dans certains d'entre eux, et des mesures concrètes ont déjà été prises çà et là, suivant le principe du top-down ou l'approche bottom-up. La SSPES suivra de près cette évolution et informera ses associations cantonales.
- La SSPES devrait impérativement participer à la discussion sur une éventuelle adaptation des critères de réussite de la maturité (dans le cadre du sous-projet 1).
- La mise en œuvre du sous-projet 3 (par exemple la formation de pools d'expert-e-s des hautes écoles) est freinée par les mesures de démantèlement prises dans certains cantons. Au vu des diverses expériences d'ores et déjà faites dans certains cantons, le sous-projet 4 devrait être implémenté soigneusement.
- Les participant-e-s ne comprennent pas pourquoi le sous-projet 5 (mise en pratique systématique d'une durée minimale de quatre ans pour les études gymnasiales) n'est pas à l'ordre du jour dans tous les cantons.
- Une fois de plus, les importantes différences cantonales au sein de notre système de formation ont été pointées du doigt. Il s'avère donc d'autant plus crucial d'institutionnaliser des échanges à l'échelon national et en particulier au-delà des barrières linguistiques. Les Rencontres des Président-e-s font à cet égard figure d'exemples.

Dans la partie dédiée aux informations émanant des différents cantons, les participant-e-s ont pu constater à quel point les mesures de démantèlement mises en œuvre par certains gouvernements menacent les enseignant-e-s, l'offre de formation et la qualité de l'enseignement.

La SSPES prend ces considérations très au sérieux et continue de s'engager pour un gymnase de qualité ainsi que pour des conditions d'embauche et de travail équitables pour tou-te-s les enseignant-e-s.



Die offizielle Foto: Carole Sierro, Präsidentin, und Gisela Meyer Stüssi, Vizepräsidentin des VSG zusammen mit Rektor Pasquale Comi, Kantonsratspräsident Walter Vogelsanger und Bildungsdirektor Christian Amsler auf der Munot-Terrasse (photo©UrbanSager)

Bildungsinitiative im Kanton Luzern

In dieser Rubrik können die Kantonalverbände ihre News publizieren, vor allem aus folgenden Themenbereichen:

- **Arbeitsbedingungen und Löhne**
- **kantonale Bildungspolitik**

Dans cette rubrique, les associations cantonales ont la possibilité de publier leurs informations les plus récentes, de préférence sur l'un des thèmes suivants :

- **conditions de travail et salaire**
- **politique cantonale de la formation**



Urban Sager, Vizepräsident vlm, lic. phil. hist., dipl. Gymnasiallehrer am Fach- und Wirtschaftsmittelschulzentrum Luzern

Verband Luzerner Mittelschullehrerinnen und Mittelschullehrer vlm

Kontakt: Urban Sager
urban.sager@edulu.ch
www.vlm.ch

Im Kanton Luzern haben die drei Lehrerverbände des Kantons Luzern unter dem Dach der «Luzerner Allianz für Lebensqualität» eine Bildungsinitiative lanciert. Der LLV (Luzerner Lehrerinnen- und Lehrerverband für die Volksschule), der VLM (Verband der Luzerner Mittelschullehrerinnen und Mittelschullehrer) und der BCH-LU (Verband der Berufsschullehrpersonen) haben darin gemeinsame Rahmenbedingungen formuliert, welche zukünftig die Eckpfeiler der Luzerner Bildungspolitik darstellen sollen. Ziel ist es, die Bildungspolitik langfristig auszurichten und grundlegende Errungenschaften nicht wiederkehrend in Frage stellen zu lassen. Dadurch sollen die Bildungsdirektion, die Schulleitungen und die Lehrpersonen nachhaltig vor Angriffen auf das Bildungsangebot geschützt werden.

Die kurzfristigen Planungen des Luzerner Finanzdirektors und eine Politik der tiefen Steuern und leeren Kassen gingen in den letzten Jahren in mehrfacher Hinsicht zu Lasten der Bildung. Unterrichtsstunden wurden gestrichen, Förderangebote abgeschafft oder verteuert und die beruflichen Rahmenbedingungen der Lehrpersonen markant verschlechtert. Gerade auch die Gymnasien, Mittel- und Berufsschulen wurden in einem unverantwortbaren Masse vom Leistungsabbau getroffen.

Durch die Bildungsinitiative soll dem dauernden Hinterfragen von grundsätzlichen Bildungsangeboten und gewachsenen Strukturen der Bildung mittels Verfassungsinitiative Einhalt geboten werden. Wir erwarten durch klare bildungspolitische und

rechtliche Vorgaben eine Beruhigung der Situation. Verbindlichkeit und langfristige Planungssicherheit werden die positiven und gewünschten Folgen sein und die Bildungsqualität kann damit im Kanton Luzern aufrechterhalten werden.

Konkret fordert die Bildungsinitiative folgende vier Punkte:

1. Im Kanton angestellte Lehrpersonen verfügen über die notwendigen und anerkannten Lehrdiplome für den Unterricht auf der jeweiligen Schulstufe. Kanton und Gemeinden stellen genügend Mittel zur Verfügung, um die Qualität der Bildung nachhaltig zu garantieren.
2. Zur Förderung der Chancengleichheit der Lernenden werden auf der Sekundarstufe II keine Schulgelder erhoben, soweit nicht bereits das Bundesrecht diese Vorgabe macht.
3. Auf der Sekundarstufe II bietet der Kanton Luzern neben Langzeit- und Kurzzeitgymnasium eine breite Palette an dualen Ausbildungen und schulisch organisierter Grundbildung an.
4. Das Angebot der Volksschule ist kommunal und das Angebot der Sekundarstufe II regional verankert.

In den Erläuterungen zur Initiative wurde Folgendes festgehalten:

Im Kanton Luzern wird zu Recht ein hohes Bildungsniveau angestrebt. Dieses Ziel ist nur mit gut ausgebildeten und motivierten Lehrpersonen zu erreichen. Kanton und Gemeinden müssen Rahmenbedingungen schaffen, die einen qualitativ guten Unterricht zulassen. Dazu gehören beispielsweise sinnvoll festgelegte maximale Klassengrößen, so dass individuelle Förderung möglich ist, genügend Wochen Unterricht pro Schuljahr, damit ausreichend Zeit für die Umsetzung der Lehrpläne zur Verfügung steht sowie genügend Ressourcen für den erfolgreichen integrativen Förderunterricht und die separative Sonderschulung.

Mehr Informationen unter:
www.luzerner-allianz.ch

Der Kanton soll ausserdem Anstellungsbedingungen bieten, welche es ermöglichen, fähige Lehrpersonen einzustellen und zu halten. Dies erfordert ein attraktives Besoldungssystem und entsprechende Weiterbildungsmöglichkeiten.

Chancengleichheit bedeutet, dass alle, unabhängig von den finanziellen Möglichkeiten, Zugang zur Bildung haben. Schulgelder benachteiligen insbesondere einkommensschwache Familien. In der Schweiz erheben die wenigsten Kantone Schulgelder auf der Sekundarstufe II. Wir möchten in einem Kanton leben, der allen Bevölkerungsschichten einen freien Zugang zu guter Bildung ermöglicht.

Voraussetzung für eine gute Berufswahl ist ein breites Angebot an Ausbildungsgängen auf der Sekundarstufe II. Dazu gehören ein Kurzzeit- und ein Langzeitgymnasium, Fachmittelschulen, Berufsbildungszentren mit der Möglichkeit, die Berufsmatura zu erlangen sowie die Modelle der schulisch organisierten Grundbildung, welche den klassischen Weg der dualen Berufsbildung in optimaler Weise ergänzen. Abgänger dieser Vollzeitschulen werden von den Praktikumsbetrieben geschätzt und sind insbesondere in Zeiten knapper Lehrstellen besonders gefragt.

Um Kindern weite Schulwege und den Eltern grossen organisatorischen Aufwand zu ersparen, müssen Schulhäuser auf der Volksschulstufe für

alle wohnortsnah gelegen und gut erreichbar sein. Damit alle im Kanton Luzern Zugang zu den unterschiedlichen Ausbildungen auf der Sekundarstufe II haben, muss es in allen Regionen entsprechende Angebote geben.

Die Bildungsinitiative ist eine von drei Volksinitiativen, die durch die «Luzerner Allianz für Lebensqualität» lanciert wurden. Die «Luzerner Allianz» ist eine breite Vereinigung von rund 40 Organisationen aus unterschiedlichen Bereichen, die in den vergangenen Jahren vom Staatsabbau betroffen waren. Durch diese Initiativen beschränkt sich die Allianz nicht nur auf Protest-Massnahmen, sondern will aktiv mitgestalten. Die drei Volksinitiativen in den Bereichen Bildung, Öffentlicher Verkehr und Gesundheit verlangen eine flächendeckende und qualitativ hochstehende Versorgung der Kantonsbevölkerung mit ÖV, Spitälern und Bildung zu zahlbaren Preisen. Mit dem gemeinsamen Auftritt unter dem Dach einer Allianz und dem gegenseitigen Einsitz in den Initiativkomitees setzen die Organisationen zudem ein starkes Zeichen der Solidarität untereinander und gegen den andauernden Leistungsabbau im Kanton Luzern.

Kurzmitteilungen Brèves

In dieser Rubrik können die Fachverbände ihre News publizieren, vor allem aus folgenden drei Themenbereichen:

• **Verbandsaktivitäten** • **Publikationen** • **Bildungspolitik**

Dans cette rubrique, les sociétés de branche ont la possibilité de publier leurs dernières nouvelles, de préférence sur l'un de ces trois sujets :

• **Activités organisées pour les membres** • **Publications** • **Politique de formation**

Schweizerischer Altphilologenverband SAV

Martin Müller, Präsident
martin.mueller@philologia.ch
www.philologia.ch
www.latein.ch

RERUM NATURA – die Weiterbildung des Schweizerischen Altphilologenverbandes Unter der Leitung von André Füglistler werden Quellen und Unterrichtsmaterialien zu den Ursprüngen der Naturwissenschaften er-

schlossen. Themen: Die Erfindung des Mikroskops durch Antoni van Leeuwenhook und die Entdeckung der Wechselwirkung zwischen elektrischem Strom und Magnetismus durch Christian Oersted. Neben dem Quellenstudium in der Originalsprache erhalten die Kurteilnehmerinnen und -teilnehmer die Möglichkeit, die Experimente selbst nachzuvollziehen. Teilnehmerinnen und Teilnehmer aus den Naturwissenschaften sind herzlich willkommen.

RERUM NATURA
31. August 2016, 10.00 bis 17.00 Uhr.
Kantonsschule Olten
Kurskosten: 190.– inkl. Mittagessen
und Kaffee (170.– Mitglieder SAV)
<http://philologia.ch/Bulletin/Bulletin12016.php#wb2016>
<http://natura-rerum.ch>

Les Ecolades 2016



Manuel Fragnière, enseignant en chimie et en informatique au Lycée Denis-de-Rougemont à Neuchâtel, membre désigné du comité VSG – SSPES – SSISS

Du 29 avril au 1^{er} mai 2016, plus de 1100 participants ont fait vibrer le public par leurs prestations lors d'un festival des écoles romandes et tessinoises : les Ecolades. Trois jours durant, des élèves provenant de 30 écoles sont montés sur scène ou ont exposé leurs œuvres. Cette année, 7 cantons et 3 nations étaient représentées : 9 écoles neuchâteloises, 6 écoles vaudoises, 6 écoles tessinoises, 2 écoles valaisannes, 2 écoles genevoises, 1 école fribourgeoise, 1 école jurassienne, 2 écoles françaises et 1 école québécoise.

Ce festival est organisé sur les deux villes du haut du Canton de Neuchâtel, à savoir La Chaux-de-Fonds et Le Locle. Plus de 37 prestations réparties dans 10 salles et 2 rues à La Chaux-de-Fonds, et 2 salles au Locle, la proximité des lieux permettant de tout faire à pied, sauf bien sûr pour passer d'une ville à l'autre.

Les Ecolades ont été imaginées à la fin du siècle passé, en 1999, suite à un mouvement citoyen des deux villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle, créé pour dynamiser ces deux villes et véhiculer une image positive des Montagnes neuchâteloises. De ce mouvement citoyen est sorti un groupe de travail « Ecoles » qui a proposé le concept d'un festival ouvert aux écoles de Suisse romande, inspiré des Schubertiades, d'où le nom « Ecolades ». Ce festival n'est volontairement organisé que tous les 3 ans pour qu'un gymnasien, dans son cursus normal, puisse y participer au moins une fois.

Dans ce festival, le public a la possibilité de faire lui-même son programme, allant à volonté d'un concert à un spectacle, passant par différentes expositions d'arts ou techniques, le tout étant totalement gratuit. L'idée première du groupe « Ecoles » était de lancer ce festival en 2001, la même année que l'Expo nationale des 3 lacs. Mais cette dernière, ayant pris du retard, est devenue Expo.02 et a ainsi retardé les premières Ecolades qui, finalement, ne se sont faites qu'en 2004.

Le premier président des Ecolades, M. Claude-Eric Hippenmeyer, à l'époque directeur du lycée Blaise-Cendrars à La Chaux-de-Fonds, a piloté cette manifestation jusqu'en 2013, année où il a passé la main à M^{me} Annie Clerc Birambeau. Actuellement, le comité d'organisation compte une quinzaine de personnes.

Annie Clerc Birambeau : C'est une initiative citoyenne orientée sur les formations du secondaire 2. Ce sont principalement les écoles à plein temps qui participent, donc les lycées, les écoles de culture générale et les écoles de commerce. On invite toujours les écoles professionnelles, mais c'est plus difficile pour ces écoles, parce que les apprentis viennent un jour ou deux jours, ont 8 ou 9 périodes d'enseignement dans la journée, alors c'est compliqué de leur demander de participer à une chorale ou un groupe théâtral... Mais cette année, on a eu le CIFOM-ESTER, le CIFOM-Ecole d'arts et l'Ecole des métiers de la terre de Cernier.

Manuel Fragnière : Vous avez même un lycée français qui participe...

Annie Clerc Birambeau : Oui, c'est un lycée qui a une option cinéma.

Manuel Fragnière : Pas d'école alémanique ?

Annie Clerc Birambeau : Normalement, Langenthal vient. Et aussi Trogen... Mais cette année, Langenthal, à leur grand désespoir, n'était pas prêt : ils ne sont pas venus.

Manuel Fragnière : Pourquoi répartir les manifestations sur les deux villes, Le Locle et La Chaux-de-Fonds ?

Annie Clerc Birambeau : Le festival est romand et tessinois et il est accueilli par toutes les Montagnes neuchâteloises. Le Locle nous verse une petite subvention et dispose de salles ou lieux d'accueil professionnels. Nous y programmons donc quelques spectacles ou expositions.

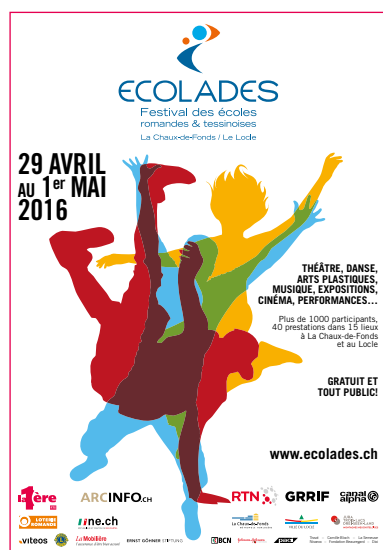
Le succès de cette manifestation tient beaucoup de l'engagement des enseignants qui accompagnent leurs élèves dans la préparation des concerts et spectacles et qui leur transmettent leur enthousiasme, comme me l'a confirmé Christian Pointet, enseignant en musique :

Manuel Fragnière : Tu as participé aux Ecolades le 30 avril. Quelle a été ton impression ?

Christian Pointet : Ça a été une expérience très enrichissante pour les élèves de proposer ce projet dans une vraie salle de concert et au sein d'un festival de musique construit autour de prestations d'autres jeunes de leur âge.

Manuel Fragnière : Quelle(s) œuvre(s) avez-vous interprétée(s) ?

Christian Pointet : Nous avons constitué un



Pour plus d'infos, vous pouvez visiter le site web officiel www.ecolades.ch.

programme sur une thématique artistique précise (« la roue de la fortune ») et juxtaposé des compositions réalisées par nos élèves d'OS musique, des pièces du Moyen Age et des extraits des *Carmina Burana* de Carl Orff ; tous les textes provenant du *Codex buranus* du 13^e siècle.

Manuel Fragnière : Quelle est la motivation des élèves pour ce genre de concert selon toi ?

Christian Pointet : En règle générale, elle a été très bonne, surtout quand les choses ont commencé à prendre forme.

Les spectacles proposés cette année ont été riches et variés. De Guillaume Tell à Woodkid, les présentations, bien que très éclectiques, étaient toutes de grande qualité. A chaque spectacle, on pouvait sentir la joie et l'enthousiasme des élèves, mais aussi une bonne préparation. Un de mes élèves, Daniyal Baheri, a accepté de donner ses impressions suite au concert du samedi après-midi du Lycée Denis-de-Rougemont où il jouait comme violoniste :

Daniyal Baheri : C'était plutôt fun d'aller dans une salle pour jouer pour un public qu'on ne connaissait pas... Et il y avait une bonne ambiance.

Manuel Fragnière : Avez-vous apprécié de jouer dans une bonne salle de musique ?

Daniyal Baheri : Oui... On entend vraiment bien la différence entre cette salle et nos salles dans le collège : nous n'avons pas de salle très spéciale pour nos répétitions. On entendait mieux notre prestation.

Manuel Fragnière : Comment avez-vous préparé ce concert ?

Daniyal Baheri : Une répétition tous les lundis depuis janvier et deux week-end de répétition intensive, mais moi je n'ai pu aller qu'à un seul. On a vraiment bossé dur en corrigeant chaque détail qui n'allait pas. Même si c'était énervant, finalement c'était bien.

Manuel Fragnière : Depuis quand jouez-vous du violon ?

Daniyal Baheri : Depuis l'âge de 6 ans.

La cuvée 2016 a été magnifique et, on espère, un succès populaire : les précédentes années, il y a eu entre 10000 et 13000 spectateurs : Mais au moment où j'écris, le nombre de spectateurs pour 2016 n'est pas encore connu. Dans tous les cas, rendez-vous début mai 2019 dans les Montagnes neuchâtelaises pour les prochaines Ecolades.



'EX_IL' par le Lycée Blaise-Cendrars lors du Concert de clôture, à La Salle de Musique de La Chaux-de-Fonds, le 1^{er} mai 2016.
(Photo : Marie-Eve Hippenmeyer)

Gender Bias und Physiknoten

Sarah I. Hofer



Sarah Hofer schloss 2010 ihr Psychologiestudium an der Ludwig-Maximilians-Universität München mit Diplom ab. Von 2011 bis 2015 promovierte sie am Zentrum für Lehr- und Lernforschung an der ETH Zürich, wo sie nun als Postdoc arbeitet. Ihre Arbeit befasst sich mit individuellen Unterschieden im Lernen und in der Leistung im Bereich Naturwissenschaften (Geschlecht, Intelligenz, Motivation), Leistungsmessung (Validität von Noten, Formatives Assessment, Testentwicklung und Evaluation), Lernen mit kognitiv aktivierenden Unterstützungsmethoden sowie dem Zusammenspiel von Konzeptbasiertem und Prozedurbasiertem Unterrichten und Lernen.

Sarah I. Hofer (2015), Studying Gender Bias in Physics Grading: The role of teaching experience and country, *International Journal of Science Education*, 37:17, 2879-2905, DOI: 10.1080/09500693.2015.1114190 (published online: 30 Nov 2015) <http://dx.doi.org/10.1080/09500693.2015.1114190>

Wir freuen uns, Ihnen nun den Zugang zu dem gerade online veröffentlichten Artikel schicken zu können: <http://www.tandfonline.com/eprint/k64fEabfSDX92eVfRYVs/full>

Frauen und Naturwissenschaften, das passt nicht so recht zusammen. Diese kulturell-geprägte stereotype Vorstellung ist weit verbreitet. Etwa 70% der Teilnehmenden einer grossen internationalen Studie der Harvard University (Gender-Science Implicit Association Test) verbanden Naturwissenschaften unbewusst stärker mit Männern als mit Frauen. Doch zeigt sich dieser Stereotyp auch in Form eines Gender-Bias, also einer Urteilsverzerrung zuungunsten der Mädchen, wenn Lehrpersonen die Leistung von Mädchen und Jungen im gymnasialen Physikunterricht bewerten?

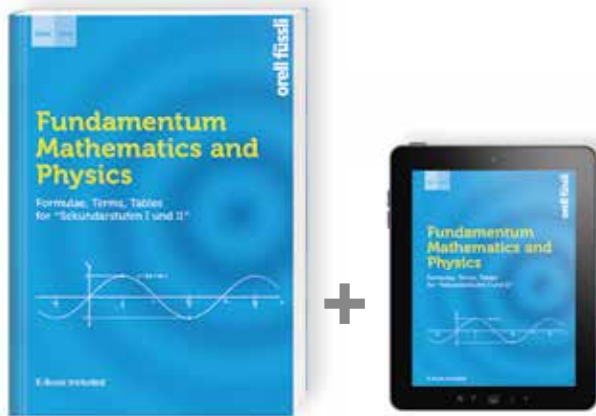
Man geht davon aus, dass Stereotype vor allem dann den Bewertungsprozess beeinflussen, wenn sich die urteilende Person einer hohen kognitiven Belastung ausgesetzt sieht und die Information, auf deren Grundlage das Urteil gefällt werden muss, nicht eindeutig zu deuten ist. In solchen Situationen helfen Stereotype, häufig unbewusst, bei der Orientierung. Soll in der Schule eine Entscheidung über das Leistungsniveau einer Schülerin oder eines Schülers getroffen werden, so steht die Lehrperson einer komplexen, kognitiv anspruchsvollen Aufgabe gegenüber, die die Aktivierung und Anwendung fachlichen, didaktischen und diagnostischen Wissens verlangt. Zudem lässt die vorhandene Information in der Regel nicht unmittelbar Schlüsse auf das Leistungsniveau der Schülerin oder des Schülers zu. Die meist mehrdeutige Information muss interpretiert werden. Mit zunehmender Lehrerfahrung entwickeln Lehrpersonen kognitive Ressourcen (z.B. Erfahrung mit einer Vielzahl von Prüfungsfragen und Antworten, leichter Zugriff auf Fachwissen, breiteres didaktisches und diagnostisches Wissen), die dabei helfen können, den Bewertungsprozess klarer zu strukturieren sowie Informationen leichter einzuordnen und zu interpretieren. So könnte mit zunehmender Lehrerfahrung auch der Einfluss von Stereotypen auf den Bewertungsprozess abnehmen. Es bedarf dann schlichtweg keiner «Orientierungshilfe» mehr.

Um einen möglichen Gender-Bias in der Leistungsbewertung im Physikunterricht sowie den Effekt der Lehrerfahrung untersuchen zu können, wurde eine Online-Studie durchgeführt. Anstelle des eigentlichen Ziels

der Studie wurde angegeben es handle sich um einen Vergleich zweier verschiedener Methoden zur Korrektur von Prüfungen. So konnte einer bewussten Veränderung des Bewertungsverhaltens vorgebeugt werden. Eine Stichprobe von 780 Physiksekundarlehrerinnen und -lehrer aus der Schweiz, aus Österreich und aus Deutschland sollte die immer gleiche Prüfungsantwort einer fiktiven Gymnasiastin oder eines fiktiven Gymnasiasten benoten. Während die Prüfungsantwort also stets die gleiche war, variierte zufällig das Geschlecht der Person, von der die Antwort vorgeblich stammte. In der Prüfungsfrage aus der Newtonschen Mechanik wurde eine Situation mit zwei Skateboard-Fahrern beschrieben, die über ein gespanntes Seil verbunden sind. Es sollte in ca. 5 bis 6 Sätzen eine Vermutung inklusive Begründung abgegeben werden, was passiert, wenn ein Skateboard-Fahrer aktiv am Seil zieht. Die Antwort der fiktiven Schülerin bzw. des fiktiven Schülers enthielt richtige Ansätze, war aber nicht ganz korrekt und liess dadurch Raum für Interpretation. Die Benotung erfolgte entsprechend der jeweiligen landesspezifischen Notenskala. Neben dem Herkunftsland wurden auch das Geschlecht und die Lehrerfahrung der Lehrpersonen erfasst. Tatsächlich zeigte sich ein Gender-Bias zuungunsten von Schülerinnen bei allen schweizerischen und österreichischen sowie den weiblichen deutschen Physiklehrpersonen in der ersten Dekade ihrer Karriere: Die halbrichtige Antwort wurde schlechter bewertet, wenn sie vermeintlich von einer Schülerin stammte. So benoteten beispielsweise Lehrerinnen und Lehrer mit bis zu fünf Jahren Lehrerfahrung das fiktive Mädchen im Schnitt um 0,7 Noten (Schweiz) beziehungsweise 0,9 Noten (Österreich) schlechter als den fiktiven Jungen. Der Bias verschwand allerdings mit zunehmender Lehrerfahrung. Männliche deutsche Physiklehrpersonen zeigten keinerlei Gender-Bias Effekt.

Die Studie deutet auf eine weitestgehend länderübergreifende Benachteiligung von Mädchen auf Seiten von Lehrpersonen mit weniger als ca. zehn Jahren Lehrerfahrung hin. Noten sind das Feedback, das Schülerinnen und Schüler für ihre Leistung bekommen, und sie wirken sich stark auf ihr Selbstverständnis, ihre Motivation und ihre zukünftige Anstrengungsbereitschaft aus. Vor diesem Hintergrund betrachtet legen die Ergebnisse

Die Eins-zu-eins-Übersetzung für den Immersionsunterricht



DMK, DPK (Hrsg.)

Fundamentum Mathematics and Physics

Formulae, Terms, Tables for "Sekundarstufen I und II"
E-Book included

2016, 120 Seiten, broschiert
978-3-280-04080-5, **Fr. 24.–**

ab August 2016 erhältlich!

Identisch in Inhalt und Seitengestaltung kann mit beiden Sprachversionen im Unterricht oder im Selbststudium parallel gearbeitet werden. Die zentralen Wissensinhalte für Mathematik und Physik sind in der praktischen Formelsammlung mit Worten knapp umschrieben. Die farbige Hinterlegung der Fakten ermöglicht eine rasche Orientierung.



Weiterhin erhältlich:

Fundamentum Mathematik und Physik inklusive E-Book

8. aktual. Auflage 2015, 120 Seiten
978-3-280-04098-0, **Fr. 22.–**



Formeln, Tabellen, Begriffe inklusive E-Book

5. erw. Auflage 2015, 264 Seiten
978-3-280-04116-1, **Fr. 25.–**



Formulae, Tables and Concepts

2014, 264 Seiten
978-3-280-04084-3, **Fr. 25.–**

Hinweis:
Die englische
Ausgabe ist
sowohl mit
wie auch
ohne E-Book
erhältlich.

dieser Studie eine kritische Beschäftigung mit dem Prozess der Leistungsbewertung in der Schule nahe. Wie können Gender-Bias Effekte bei der Leistungsbewertung im Physikunterricht und die damit einhergehenden negativen Auswirkungen auf Selbstverständnis, Motivation und zukünftige Leistung verhindert werden?

Massnahmen, die den Bewertungsprozess strukturieren und dadurch die kognitive Belastung reduzieren, könnten auch bei Lehrpersonen mit weniger Erfahrung die Wahrscheinlichkeit deutlich verringern, dass Stereotype (unbewusst) das Urteil einfärben. Eine solche Massnahme, das Erstellen einer Musterlösung, ist bereits Standard. Allerdings ist hierbei die Verwendung differenzierter Beurteilungskriterien vielversprechender bei der Prävention von Bias Effekten als das Verlassen auf globale Beurteilungsgesichtspunkte. So sollte für jede Prüfung ein differenziertes Bewertungsschema vorbereitet werden, das festlegt, für welche Teilantworten wie viele Punkte vergeben werden und das klar definiert, was Flüchtigkeitsfehler und Folgefehler sind. Optimal wäre es, individuelle Merkmale der Schülerinnen und Schüler während der Leistungsbewertung auszublenden. Dies könnte zumindest bei schriftlichen Prüfungen über Anonymisierung oder die Verwendung eines Deckblatts, das vor der Korrektur umgeschlagen werden kann, erreicht werden.

Die Ergebnisse der hier beschriebenen Studie sprechen dafür, dass Schüler in Bewertungssituationen in der Physik, die Raum für Interpretation lassen, im Zweifelsfall mehr Vorschusslorbeeren erhalten als Schülerinnen. Die tendenziell verzerrte Bewertung von Mädchen und Jungen in der Physik kann als einer von vielen Faktoren angesehen werden, die letztlich dazu beitragen, dass sich viele Mädchen bevorzugt anderen Fächern zuwenden.

Bestellen Sie online über www.ofv.ch/lernmedien

Kompetenzen für eine Bildung für Nachhaltige Entwicklung

Florence Nuoffer, Sarah Gersbach, Nicole Cornu | **éducation21**



Wie werden schulische Aktivitäten zu Themen einer Nachhaltigen Entwicklung (NE), zu einer eigentlichen Didaktik einer Bildung für Nachhaltige Entwicklung (BNE)? Welches sind die konstituierenden Elemente einer BNE? Der folgende Beitrag liefert schulpraxisorientierte Antworten.

Mit den Schüler/-innen im Unterricht Nachhaltige Entwicklung (NE) zu thematisieren, bedeutet, einen Sachverhalt im Hinblick auf seine soziokulturelle, ökonomische und ökologische Nachhaltigkeit zu untersuchen. Eine schulische Aktivität zu einem NE-relevanten Thema (z.B. Klimawandel, Migration, Gesundheit, Zusammenleben, Konsum u.ä.) ist ein ausgezeichnete Einstieg in eine Bildung für Nachhaltige Entwicklung (BNE).

Zahlreiche Lehrpersonen verfolgen einen BNE-Ansatz ohne sich dessen bewusst zu sein, da sie deren konstituierenden Elemente gar nicht explizit machen. Gleichwohl tragen sie zur Entwicklung von Kompetenzen bei ihren Schüler/-innen bei und engagieren sich so für BNE.

Die erworbenen Kompetenzen ermöglichen es ihren Schüler/-innen, konstruktiv mit der der NE innewohnenden Komplexität und deren Herausforderungen umzugehen und aktiv an Entscheidungs- sowie Gestaltungsprozessen teilzunehmen.

Kompetenzen für die Zukunft

Von den Schlüsselkompetenzen der OECD inspiriert, hat éducation21 zehn Kompetenzen identifiziert. «Vernetzt denken» ist eine grundlegende dieser BNE-Kompetenzen. Sie bedeutet, Zusammenhänge, wechselseitige Abhängigkeiten und Wirkungsmechanismen zu verstehen. Folgende Fragen können sich stellen: Welche Auswirkungen hat mein Handeln hier und anderswo? Heute und morgen? Welche Beziehung besteht z.B. zwischen meinem Kauf eines T-Shirts in der Schweiz und einer Familie, die in Usbekistan Baumwolle anbaut?

Vielfältige Methoden

Aber welches Vorgehen ist zielführend, um bei den Schüler/-innen BNE-Kompetenzen zu fördern? Verschiedene Methoden eignen sich dafür: Dazu gehören Rollenspiele, Dis-

kussionen, Problemanalysen, Zukunftswerkstätten etc. Auch wenn sich einige für einen BNE-Ansatz besonders eignen, so trägt die Methodenvielfalt der Diversität der unterschiedlichen Bedürfnisse der einzelnen Schüler/-innen oder einer Klasse am besten Rechnung. Damit wird auch die Chancengerechtigkeit, einer der grundlegenden Werte von Nachhaltigkeit, gefördert. Um vernetztes Denken zu entwickeln, hat éducation21 die Mystery-Methode für Gymnasien und Berufsschulen auf das Thema «Virtuelles Wasser» hin angewendet. Und mit dem didaktischen Impuls «Migration – ein Normalfall?» lernen die Schüler/-innen, sich eine eigene Meinung zu zentralen Aspekten der aktuellen Migrationsbewegungen zu bilden. Hier können sie auch ihre eigenen Erfahrungen und Ressourcen gut einbringen.

Wagen Sie BNE!

Die genannten Unterrichtsanregungen sind auf die Lehrpläne sowie die Bildungsziele für Gymnasien abgestimmt. Sie vermitteln Einsicht in wirtschaftliche, politische und soziale Sachverhalte und die Fähigkeit, Systemzusammenhänge in der Natur zu erkennen. Lebensgemeinschaften mit ihren Wechselwirkungen werden erfasst und die Auswirkungen menschlicher Eingriffe darauf thematisiert. Die Schüler/-innen erwerben die Fähigkeit, sich eine eigene Meinung zu bilden und stellen das eigene Tun und Handeln in einen grösseren Zusammenhang. Mit Blick auf andere Disziplinen und in Zusammenarbeit mit anderen Fächern ergibt sich eine ganzheitliche Betrachtungsweise.

Alles in allem sind für BNE kritisch-konstruktives Denken, Kreativität sowie eine reflexive Grundhaltung und Kooperation zentral. Diese Kompetenzen werden insbesondere durch die fächerübergreifende Behandlung von nachhaltigkeitsrelevanten Fragestellungen angeregt, welche sich an den didaktischen Prinzipien einer BNE orientieren.

Machen Sie den entscheidenden Schritt und wagen Sie es! BNE ist ein Lernprozess, welcher langfristig Sinn macht. Die Stiftung éducation21 ist da, um Sie bei der praktischen Umsetzung zu unterstützen, z.B. mit Hintergrundinformationen, Lernmedien, inspirierenden Projektbeispielen und Finanzhilfen für Schulprojekte!

Weitere Informationen:
www.education21.ch/de/kompetenzen
 (inkl. Kompetenz-Spider zum Download)

Des compétences pour l'Education au Développement Durable

Florence Nuoffer, Sarah Gersbach, Nicole Cornu | éducation21

Quand est-ce qu'une activité scolaire autour d'une thématique liée au développement durable (DD) devient une démarche d'éducation en vue d'un développement durable (EDD) ? Quelles sont des caractéristiques de l'EDD ? Ce texte vous propose quelques pistes de réponse pour votre pratique scolaire.

Parler de DD avec ses élèves, c'est aborder un phénomène du point de vue de sa soutenabilité socioculturelle, économique et écologique. Toute activité partant d'une thématique liée au DD (changement climatique, migrations, santé, vivre ensemble, consommation, etc.) est une excellente porte d'entrée pour une démarche EDD. Beaucoup d'enseignant-e-s suivent déjà une telle démarche sans le savoir, car ils n'identifient ou n'explicitent simplement pas les éléments qui la constituent. Pourtant, en développant certaines compétences des élèves, l'enseignant-e s'engage sur le chemin de l'EDD. Ces compétences permettront aux élèves d'aborder la complexité qui caractérise le DD, ses défis, et de participer au processus de décision et de création du DD.

Des compétences pour l'avenir

S'inspirant très largement de l'OCDE, éducation21 a identifié dix compétences (personnelles, méthodologiques ou disciplinaires, sociales). Pouvoir « penser en système » (faire des liens, chercher et identifier les interdépendances) est une compétence particulièrement fondamentale de l'EDD : quel effet a mon action ici et ailleurs ? aujourd'hui et demain ? quelles interactions existent entre le T-shirt que j'ai acheté ici et le producteur de coton en Ouzbékistan ? quelles interdépendances y a-t-il entre les aliments de mon assiette, le chauffeur routier et l'air que nous respirons ?

Des méthodes diverses

Mais quelles méthodes choisir pour soutenir le développement de ces compétences auprès des élèves ? L'EDD promeut différentes méthodes comme le jeu de rôle, le débat ou l'analyse problème pour développer ces compétences. Si certaines sont particulièrement propices à une démarche EDD, leur diversité est souhaitée afin de répondre aux besoins

variés des élèves d'une même classe et ainsi favoriser l'équité (une valeur de la soutenabilité), puisque tous n'apprennent pas de la même façon. Pour développer la pensée systémique, éducation21 a adapté la méthode du Mystery sur deux thématiques : l'eau virtuelle et l'agriculture familiale ; ceci pour le secondaire I et II. Cette méthode permet de découvrir des interdépendances, d'identifier des liens de causalité en trouvant une réponse à une question complexe et en élucidant un mystère. L'activité « Les ficelles de mon assiette » permet également, pour le secondaire I, de développer la pensée systémique et de sensibiliser de manière ludique les jeunes aux enjeux de notre consommation alimentaire.

Lancez-vous !

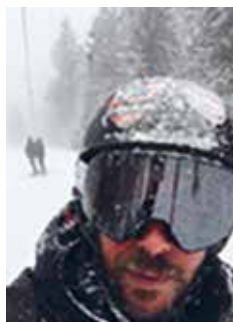
Ces outils s'inscrivent pleinement dans les objectifs généraux des plans d'études. Pour le PER, c'est particulièrement la Formation générale qui est concernée, comme « Prendre conscience de la complexité et des interdépendances », ainsi que les capacités transversales telles que la pensée créatrice, la démarche réflexive et la collaboration ; les outils présentés permettent en outre d'aborder des éléments des SHS et MSN, par exemple pour des thèmes comme l'eau, les matières premières, les écosystèmes, la consommation et la société. Pour les écoles de maturité gymnasiale, ces outils contribuent au développement de compétences visées par le plan d'étude cadre ; notamment celles sociales, éthiques et politiques favorisant l'analyse des modèles et des mécanismes économiques, politiques et sociaux existants, et permettant ensuite aux jeunes de se positionner et de prendre leurs responsabilités.

Lancez-vous ! Osez ! L'EDD est un processus d'apprentissage qui prend tout son sens sur le long terme. éducation21 est là pour appuyer votre démarche EDD et met à votre disposition les outils dont vous aurez besoin.

Plus d'informations :
www.education21.ch/fr/competences (incl. compétences en spider à télécharger)

GoSnow.ch – Mit drei Klicks zum Schneesportlager

Ole Rauch



Ole Rauch
Geschäftsführer
Schneesportinitiative Schweiz
Finkenhübelweg 11
Postfach
3001 Bern
www.gosnow.ch

Die Schneesportinitiative Schweiz bietet mit der Vermittlungsplattform GoSnow.ch allen Schulen der Schweiz all-inclusive Angebote für Schneesportlager und Schneesporttage. GoSnow.ch bietet übersichtlich nützliche Informationen, Tipps und Tricks und vor allem günstige Preise – so sind Schneesportaktivitäten für Schulen und Lehrpersonen wieder attraktiv!

Seit August 2015 vermittelt der Verein Schneesportinitiative Schweiz über die (Internet-)Plattform GoSnow.ch fix-fertig organisierte Schneesportlager und -tage für Schulen zu attraktiven Preisen: Drei Klicks genügen, um ein komplettes Schneesportlager zum Pauschalpreis von rund Fr. 350.- pro Teilnehmer zu buchen. Transport, Unterkunft mit Halb- oder Vollpension, Bahn- und Lifttickets, Mietmaterial, ein Special-Event sind dabei, Schneesportunterricht kann zu günstigen Preisen gebucht werden. Mit diesen Massnahmen sollen Schneesportaktivitäten an Schulen gefördert und somit das Schweizer Kulturgut Schneesport erhalten werden.

Schneesportinitiative Schweiz – gemeinsam für das Kulturgut Schneesport

Der Verein Schneesportinitiative Schweiz ist nicht wirtschaftlich orientiert. Er ist eine privat-öffentliche Partnerschaft, getragen durch den Verband Sportfachhandel Schweiz (ASMAS), die Arbeitsgemeinschaft Schweizerischer Sportämter (ASSA), die Dachverbände der Lehrerinnen und Lehrer der ganzen Schweiz (LCH und SER), Seilbahnen Schweiz, den Schweizer Tourismus-Verband, das Bundesamt für Sport BASPO, das Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, den Verband Schweizerischer Sportartikel Lieferanten (SPAF) sowie Swiss Snowsports und Swiss Ski. Der Mitte 2014 gegründete Verein verbindet dabei gleich mehrere Ziele:

1. Es soll die sportliche Betätigung der Schweizer Bevölkerung – vor allem im Winter – gefördert werden, vor allem bei Kindern und Jugendlichen in den Schulen.
2. Es wird der soziokulturelle Austausch und die Integration durch «typisch schweizerische» Schneesportaktivitäten an Schweizer Schulen gefördert.

3. Der gerade für die Bergregionen wichtige Wintertourismus wird auf lange Sicht gestärkt. Die Schneesport-treibenden Kinder von heute sind die Winter-Touristen von morgen.

Viele Faktoren haben in den letzten Jahren dazu geführt, dass immer weniger Schweizer Kinder und Jugendliche dem Schneesport frönen: Kein oder wenig Schnee im Unterland, gestiegenes Sport- und Freizeitangebot im urbanen Raum, Schneesport-fremder kultureller Hintergrund, schwieriges wirtschaftliches Umfeld. Letzteres hat auch dazu geführt, dass Gemeinde- und damit Schul-Budgets immer stärker unter Druck geraten. Der Rotstift wird zu oft bei Ausflügen und Lagern angesetzt. Das gesteigerte Sicherheitsbedürfnis in der Gesellschaft hat zur Folge, dass Lehrpersonen bei einem Klassenlager nur selten an ein Ski- und Snowboardlager denken.

Galt früher noch buchstäblich «alles fährt Ski», so haben die angeführten Umstände in den letzten Jahren dazu geführt, dass Herr und Frau Schweizer samt Kindern im Winter eher ins Erlebnisbad gehen oder gar für Ferien in wärmeren Gefilden das Flugzeug besteigen. Die betroffenen Verbände und Branchen sowie der Bund wollen diesem Trend entgegentreten.

Die Schulen und Lehrpersonen als Multiplikatoren

Auf GoSnow.ch werden Lehrpersonen angesprochen: die Informationen und Angebote richten sich an Schulen und sollen einerseits den Organisationsaufwand bei Schneesportaktivitäten minimieren und andererseits sollen attraktive Preise dazu führen, dass auch ein Schneesportlager im Schul- und Eltern-Budget Platz hat. Wieso also nicht im kommenden Schuljahr die Landschulwoche als Schneesportlager durchführen?

Für Tanja Frieden – Snowboardcross Olympia-Siegerin 2006, selber Lehrerin und Coach sowie Präsidentin der Schneesportinitiative – ist klar: «Gerade Lehrerinnen und Lehrer können ihre Kinder für den Schneesport begeistern. Mit ihnen zusammen wollen wir unser Kulturgut Schneesport erhalten und fördern.» Und mit einem Schmunzeln fügt sie an: «Mit drei Klicks ein ganzes Schneesportlager organisiert – davon träumte ich während meiner Zeit als Lehrerin!»

DIE Plattform für das Kulturgut Schneesport

Der Verein Schneesportinitiative will die Schneesportaktivitäten an Schweizer Schulen fördern. Auf der Plattform www.GoSnow.ch finden sich all-inclusive Angebote für Schneesportlager und -tage für Schulen zu attraktiven Preisen.

Das Engagement der Leistungsträger und die nicht subventionierten Preise sind Ausdruck einer gemeinsamen Strategie von Tourismus, Sportverbänden, Skiartikel-industrie und dem Bund: Das Schweiz Kulturgut Schneesport muss gefördert, muss erhalten bleiben.

GoSnow.ch – Organiser un camp de sports de neige en trois clics seulement

Ole Rauch

La plate-forme GoSnow.ch, conçue par l'Initiative sports de neige suisse, propose aux écoles de Suisse des offres clé en main de camps et de journées de sports de neige. Gosnow.ch propose des informations utiles, des trucs et astuces et surtout des prix intéressants afin de rendre les activités de sports de neige à nouveau plus attrayantes au regard des écoles ainsi que des enseignantes et des enseignants !

Depuis le mois d'août 2015, l'Initiative sports de neige Suisse propose aux écoles par le biais de la plate-forme Internet GoSnow.ch des offres clé en main pour des camps et des journées de sports de neige à des prix attrayants : en trois clics seulement, il est possible de réserver un camp de sports de neige pour un montant forfaitaire de 350.– francs par participant. Les offres comprennent le transport, l'hébergement (demi-pension ou pension complète), les forfaits pour les remontées mécaniques, le matériel de location ainsi qu'une activité annexe. De plus, des leçons avec une monitrice ou un moniteur de sports de neige peuvent être réservées en option.

Grâce à de telles mesures, la pratique d'activités de sports de neige dans le cadre scolaire et le bien culturel que représentent les sports de neige peuvent être préservés.

Initiative sports de neige Suisse – ensemble en faveur du bien culturel que sont les sports de neige

L'Initiative sports de neige Suisse est une association à but non lucratif. Il s'agit en effet d'un partenariat privé-public financé par les acteurs suivants : ASMAS Commerce de sport Suisse, LCH et SER, Remontées Mécaniques Suisses (RMS), Fédération suisse du tourisme FST, l'Office fédéral du sport OFSPO, le Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, SPAF – Association des fournisseurs suisses d'articles de sport, Swiss Snowsports et Swiss Ski. L'association fondée en 2014 poursuit les objectifs suivants :

1. Encourager l'activité sportive auprès de la population suisse – surtout durant l'hiver – et en particulier auprès des enfants et des jeunes en âge de scolarité.
2. Promouvoir les échanges socioculturels et l'intégration au sein des écoles au travers d'activités de sports de neige « typiquement suisses ».
3. Renforcer durablement le tourisme hivernal qui est très important pour les régions de montagne. En effet, les enfants qui pra-

tiquent des activités de sports d'hiver aujourd'hui seront les touristes de demain.

Au cours des dernières années de nombreux facteurs ont considérablement influencé le fait que toujours moins d'enfants et de jeunes pratiquent les sports de neige : le manque de neige en plaine, une offre sportive et de loisirs accrue en milieu urbain, les cultures étrangères qui ne connaissent pas les sports de neige ou encore un contexte économique difficile. Par ailleurs, les budgets des communes, donc indirectement des établissements scolaires, ont été soumis à de fortes restrictions. Les coupes budgétaires s'appliquent hélas fréquemment aux excursions et aux camps. Par ailleurs, le besoin croissant de la société en matière de sécurité a également pour conséquence que les enseignantes et les enseignants préfèrent organiser un camp vert plutôt qu'un camp de sports de neige.

Alors qu'à l'époque le ski était très populaire, le contexte a évolué au fil du temps. Aujourd'hui Monsieur et Madame Tout-le-monde préfèrent envoyer leur enfant au parc aquatique ou passer leurs vacances au soleil, loin de l'hiver. Les associations et les domaines des sports de neige, ainsi que la Confédération, entendent bien renverser cette tendance.

Les écoles et les enseignants comme multiplicateurs

La plate-forme GoSnow.ch cible les enseignantes et les enseignants. Les informations et les offres proposées doivent d'une part minimiser le travail d'organisation pour des activités de sports de neige et d'autre part les prix attrayants devraient rentrer dans le budget des écoles et des parents. Alors, pourquoi ne pas échanger la semaine verte contre un camp de sport de neige ?

Tanja Frieden – médaillée d'or en biathlon aux Jeux olympiques 2006, coach, enseignante et Présidente de l'Initiative sports de neige Suisse – explique : « C'est précisément les enseignantes et les enseignants qui sont en première ligne pour motiver les écolières et les écoliers à pratiquer les sports de neige. Ensemble, nous entendons préserver et développer le bien culturel suisse que représentent les sports de neige ». Elle conclut avec un large sourire : « Du temps où j'étais enseignante, j'aurais rêvé d'organiser un camp de sports de neige en trois clics seulement ».

LA plate-forme en faveur du bien culturel que sont les sports de neige

Le but de l'association Initiative sports de neige Suisse est de favoriser la pratique des activités de sports de neige au sein des écoles suisses. Dans cette optique, la plate-forme www.GoSnow.ch propose des offres clé en main pour des camps ou des journées de sports de neige à des prix attrayants.

L'engagement des prestataires de services de ces offres et les prix non subventionnés reflètent une stratégie commune du secteur du tourisme, d'associations sportives, de l'industrie des articles de sport et de la Confédération. En effet, le bien culturel que représentent les sports de neige en Suisse doit absolument être préservé et développé.

«Totally wired» und «completely weird»

Zur Digitalisierung der Bildung und digitalen Transformation des Bildungssystems



Karl Wimmer ist stellvertretender Direktor und leitet die Organisationseinheit «Bildungsgrundlagen» von educa.ch. Zuvor war er an verschiedenen Gymnasien und Berufsmaturitätsschulen als Deutschlehrer tätig.

Kürzlich erzählte mir ein Freund im gemeinsamen Ausgang, wie sein 15-jähriger Sohn seine Aufgaben erledige: Er nehme sein Smartphone hervor, verschicke ein paar Whats-App-Messages an seine Freunde, erhalte sogleich Fotografien der Unterlagen, die er zu bearbeiten habe, und lege sich dann auf sein Bett um auf Youtube nach Videos zu suchen, in denen die Lösung der Hausaufgaben Schritt für Schritt vorgeführt werde – und falls er dann auch noch etwas schreiben müsse, mache er das ebenfalls auf dem Smartphone, indem er sich Stichworte notiere, die er dann am Morgen vor der Schule zu einem Text ausformuliere. Als ich meinerseits dann zusammensetzte, wie meine etwas jüngere Tochter ihre Hausaufgaben macht, ergab sich ein ähnliches Bild.

Digitalisierung und digitale Bildungslandschaften

Die «James»-Erhebung 2014 der Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften ZHAW zeigt, dass der Sohn meines Freundes und meine Tochter keine Einzelfälle sind. Alle der befragten Jugendlichen zwischen 12 und 19 Jahren haben in den Haushalten, in denen sie wohnen, Zugang zu ICT-Devices oder besitzen Geräte (Handy zu 100%, im eigenen Besitz 98%; Computer oder Laptop zu 99%, in eigenem Besitz 76%) mit einem Internetzugang (99%, eigenes Gerät 54%) gar selber. Und sie verwenden ihre Geräte intensiv, nahezu alle nutzen täglich ihr Handy, um in sozialen Netzwerken mit ihren Freundinnen und Freunden zu kommunizieren, Fotos aufzunehmen und zu posten, als Musik-Player oder um im Internet nach Informationen zu suchen.

Dieser flächendeckenden Verfügbarkeit von ICT-Devices für Jugendliche liegt die rasante technologische Entwicklung in den Bereichen Digitalisierung von Daten und Informationen und Virtualisierung von Hard- und Software sowie neue Geschäftsmodelle des

Cloud Computings zugrunde. Sie treiben nicht nur Veränderungen im Industrie- und den Dienstleistungssektor an, sondern werden auch von jeder und jedem Einzelnen in die Praktiken des lebensweltlichen Alltags aufgenommen. Die Bildung – im Sinne von formaler, non-formaler Ausbildung und informeller Bildung – ist hiervon nicht auszunehmen, sie ist vom anhaltenden Trend hin zur Vernetzung von Daten, Personen und zunehmend auch Dingen, der rasanten Ausbreitung von sozialen Medien und der breiten Nutzung zahlreicher Apps ebenso betroffen, wie alle anderen Bereiche der Gesellschaft.

Die Schule hat sich als Ort der Vermittlung formaler Bildung mit dieser Entwicklung auseinanderzusetzen. Um sie herum sind digitale Bildungslandschaften entstanden, die sie wahrzunehmen und in denen sie als Institution ihren Platz und Funktion zu finden hat. Denn die Möglichkeit, dass Schülerinnen und Schüler überall und jederzeit aufs Internet zugreifen und die Informations- und Kommunikationsfunktionen ihres Smartphones nutzen, unterspült grundsätzliche Annahmen, auf denen schulischer Unterricht aufbaut. So wird beispielsweise das bislang dominierende



Duopol der Lernorte «Schule» für den Unterricht und «Zuhause» für Hausaufgaben massiv ausgeweitet, indem sie durch das Internet um einen dritten Lernort sowohl ergänzt als auch umschlossen und durchzogen werden.

Den Schulen und Lehrpersonen ist diese Funktion des Internets als Lernort nicht entgangen. Zahlreiche grössere und kleinere Unterrichts- und Schulprojekte belegen das Gegenteil. Ungenügend sind jedoch die Konsequenzen aus der Digitalisierung im Hinblick auf den systemischen Rahmen geblieben, in dem Schule angeboten und Unterricht durchgeführt wird. Mit anderen Worten: Es ist notwendig, dass die Digitalisierung der Bildung als digitale Transformation des schweizerischen Bildungssystems angegangen wird.

Digitale Transformation des Bildungssystems

«Digitale Transformation» ist von der Digitalisierung abzuheben. Der Begriff bezeichnet die Absorption der Digitalisierung durch Anpassung, Um- oder Neugestaltung von Organisationen, ihren Strukturen und Prozessen. Sie ist gesteuert und es werden mit ihr konkrete Ziele verfolgt, Unternehmen erschliessen sich durch sie neue Geschäftsbereiche und sehen in ihr Möglichkeiten zur Effizienzsteigerung in ihren Produktionsprozessen, verfolgen eine bessere Kenntnis ihrer Kundinnen und Kunden oder verstärkte Beziehungen zu diesen. Im Bereich der Bildung ist digitale Transformation auf das Bildungssystem zu beziehen, dessen Grundlagen, Strukturen und Prozesse zur politischen Steuerung und operativen Umsetzung auf die Digitalisierung abzustimmen sind. Im Zentrum steht dabei die Frage, wie der generelle Bildungsauftrag als hoheitliche Aufgabe des Staates sichergestellt und in der digitalen Bildungslandschaft erfolgreich umgesetzt werden kann beziehungsweise soll.

So formuliert mag «digitale Transformation des Bildungssystems» abstrakt und abgehoben klingen. Sie wird aber unversehens konkret, sobald man die Ergebnisse der aktuellen «IEA International Computer and Information Literacy Study»-Erhebung hinzuzieht. Diese wurde 2013 von der *International Association for the Evaluation of Educational Achievement* IEA in 21 Ländern durchgeführt und zielt auf einen internationalen Vergleich der «skills» von Schülerinnen und Schülern der 8. Klasse im Bereich der «computer and information literacy», die in etwa der in der Schweiz geläufigen Definition der ICT-bezogenen Medienkompetenzen entsprechen. Im Ländervergleich erreicht die Schweiz den 10. Platz, in Europa besser abgeschnitten haben die Schülerinnen

und Schüler aus der Tschechischen Republik, Dänemark, Polen, Norwegen und den Niederlanden, schlechtere Ergebnisse erreichten diejenigen aus Deutschland, der Slowakei, Kroatien, Slowenien, Litauen und der Türkei. Dieses Ergebnis ist höchstens als zufriedenstellend zu werten, denn die bessere Rangierung der Schweiz in Sachen ICT-Ausstattung ihrer Schulen verschafft ihr eine gute Ausgangslage, die sie aber offenbar nicht zu nutzen vermag. Als ein Grund wird die geringe ICT-Nutzung im schulischen Kontext angeführt, bei der die Schweiz in der Rangliste der 21 Länder lediglich den zweitletzten Platz belegt. Noch stärker als die durchgezogenen Ergebnisse des Ländervergleichs wird das Vertrauen in die Leistung des schweizerischen Bildungssystems in Sachen Medienkompetenz in Frage gestellt durch die «skills» selber, die die 8.-Klässlerinnen und -Klässler bei der Erhebung erbrachten. Beispielsweise war es der Hälfte von ihnen nicht möglich, bei der Aufgabe «Navigate to a URL given as plain text» die URL aus einem E-Mail in den Internet-Browser zu kopieren um dort dann die angegebene Webseite aufzurufen.

Massnahmen der Kantone

Inzwischen wurden die Defizite des schweizerischen Bildungssystems gegenüber der Digitalisierung erkannt. Die Kantone haben zu einer weitgehenden Koordination von Massnahmen zusammengefunden. Als wohl ambitioniertestes interkantonaes Gemeinschaftswerk der jüngsten Zeit im Bildungsbereich enthält der *Lehrplan 21* ein Modul «Medien und Informatik», in dem «Informatik» aus der Verkürzung auf Anwender/-innenkompetenzen für allerhand Office Software herausgelöst, in Richtung «computational thinking» erweitert und in ihren Zusammenhang mit Medienkompetenzen gebracht wird. Im *Plan d'études romand* verzichten die französischsprachigen Kantone zwar darauf, Informatik ähnlich stark hervorzuheben, verankern mit den MITIC (Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication) die Vermittlung von Medienkompetenzen jedoch prominent im obligatorischen Fächerkanon und sorgen damit dafür, dass sie in der Schule und im Unterricht auch tatsächlich vermittelt werden.

Ergänzend zu diesen inhaltlich-didaktischen Weichenstellungen haben die Kantone gemeinsam beschlossen, die Integration und Nutzung der ICT im Bildungssystem auch auf gesamtschweizerischer Ebene zu fördern. Konkret beauftragen sie zusammen mit dem Bund die *Schweizerische Fachstelle für Informationstechnologien im Bildungswesen* (SFIB) – sie

wird von educa.ch geführt – im Rahmen des Tätigkeitsprogramm der EDK 2015 bis 2019 damit,

- Expertise an der Schnittstelle von ICT und Bildungssystem sicherzustellen und die Kantone bei Projekten mit bildungssystemischen Schnittstellen zur Informatik zu begleiten,
- aktuelle technologische Entwicklungen im Bereich der Online-Dienste für das Bildungswesen zu beobachten und den Handlungsbedarf für Bund und Kantone, insbesondere im Hinblick auf eine schweizerische «Bildungs-Cloud» abzuleiten,
- die Interessenvertretung der öffentlichen Hand gegenüber privaten Anbietern wahrzunehmen,
- unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Sprachregionen und unter Einbezug der Lehrmittelverlage den Zugang zu Lehrmitteln im Internet zu ermöglichen, insbesondere durch Ausbau und Organisation einer Förderierung bestehender und neuer Identity- und Access-Management-Systeme.

Von der Herausforderung zu Handlungsfeldern

Der Auftrag der EDK und des SBFI verbindet die technologische Entwicklung mit dem Markt für neue Produkte und Dienstleistungen, die beide zusammen kulturelle Veränderungen antreiben und im Bildungssystem Innovationen ermöglichen. Die SFIB hat sechs Handlungsfelder identifiziert, auf denen die Herausforderung der Digitalisierung zu bearbeiten ist:

Professionelle Infrastruktur: Der gezielte Einsatz von ICT in der Schule und im Unterricht erfordert eine professionelle Infrastruktur. Mit der Digitalisierung steht nicht mehr die Ausstattung der Schulen mit Geräten im Zentrum der Diskussion, sondern deren Organisation als vernetztes System – von den Möglichkeiten des Cloud-Computing bis hin zur Bandbreite der WLAN-Verbindung, über die Schülerinnen und Schüler mit ihren persönlichen mobile Devices aufs Internet gelangen. Grosse verfügbare Datenmengen und fortschreitende Methoden machen Analysen derselben möglich.

Sicherheit und Schutz: Die Digitalisierung stellt dringende Fragen nach der Sicherheit der Daten und Infrastrukturen und des Schutzes der Person und Persönlichkeit der Nutzenden. Sie müssen auf der Grundlage der geltenden rechtlichen Bestimmungen beantwortet; wo diese fehlen, sind sie zu schaffen. Es muss jedoch ebenfalls ermöglicht werden, dass die ICT auch in formalen (Aus-)

Bildungsprozessen wie gewünscht «auf der Höhe der Zeit» genutzt werden können.

E-Content und elektronische Lehr- und Lernressourcen: Geeigneter E-Content in offenen und geschlossenen Formaten hat für den Unterricht als elektronische Lehr- und Lernressourcen erschlossen zu werden. Fragen zum Urheberrecht und zur Lizenzierung müssen geklärt und gelöst sein, bevor Lehrpersonen, Schülerinnen und Schüler die Ressource nutzen. Dabei sind nutzergenerierte Inhalte zu fördern und für die Community zugänglich zu machen. Im Gegenzug haben Lehrpersonen, Schüler und Schülerinnen dazu befähigt und darauf verpflichtet zu werden, urheberrechtlich korrekte Formen der Weiterverarbeitung und des Teilens von E-Content zu respektieren.

ICT-Marktangebote: Das Angebot an Online-Services ist gross. Den Überblick zu behalten ist schwierig und setzt zunehmend Expertenwissen sowohl in Bezug auf die konkreten Merkmale eines Produkts als auch im Bereich des Vertragsrechts voraus. Damit ein für spezifische Schul- und Unterrichtszwecke geeignetes Produkt gefunden und angeschafft werden kann, muss das vorhandene Wissen aufbereitet und auf Orientierungsplattformen und Portalen mit Good Practice Beispielen zur Verfügung gestellt werden. Den Schulen beziehungsweise den betreffenden Stellen obliegt es sodann, diese in ihre Entscheidungsfindung einzubeziehen.

Digitale Lernumgebungen: Die Digitalisierung macht Wissen von überall aus und jederzeit zugänglich, das Angebot von Online-Services ermöglicht allgegenwärtiges und mobiles Lernen. Formale und non-formale Bildungsangebote sowie informelles Lernen verschmelzen zunehmend. Digitale Lernumgebungen wie Learning-Management-Systeme, Virtual-Learning- und Personal-Learning-Environments haben darauf abgestimmt, entsprechend ausgewählt und/oder angepasst zu werden. Offene Systeme sind dabei geschlossenen vorzuziehen.

Digitale Lehr- und Lernkultur: ICT unterstützt nicht nur bestehende Lernmuster, sondern ermöglicht neue. «Personalised Learning», «Flipped Classroom», «Content Creation» und «Collaboration» sind Schlagwörter, die im Rahmen von Schul- und Unterrichtsentwicklungsprojekten und als Teil einer explizit digitalen Lehr- und Lernkultur neues Potenzial generieren. Sie verbinden sich insbesondere mit der Förderung der Entwicklung von wichtigen Kompetenzen für das 21. Jahrhundert wie Kreativität, Problemlösungs-, Kommunikations- und ICT-Kompetenz, Fähigkeit zum kritischen Denken, zum eigenständigen Lernen und zur Zusammenarbeit.

Der Friedrich Verlag ist der Spezialist für Bildung.

Im
Abo
günstiger



Seit über 50 Jahren bieten wir unseren Lesern Angebote zur Unterrichtsvorbereitung und Wissensvertiefung, zum Einsatz im Klassenraum und für das Lernen und Fördern – in allen Schulstufen und Fächern.

Sie profitieren von den Kenntnissen und Erfahrungen unserer Autoren und Herausgeber aus Schule, Aus- und Weiterbildung.

Wer Friedrich Fach-Zeitschriften liest, spart Zeit bei der Unterrichtsvorbereitung und bekommt qualifizierte Hilfe für den Unterrichtsalltag von heute.

**Und für Studierende:
30 % zusätzlicher Rabatt
auf den Jahres-Abopreis**



Telefon: +49 (0) 5 11/4 00 04 -150
leserservice@friedrich-verlag.de

www.friedrich-verlag.de

An jenem Abend bestätigten mein Freund und ich uns, dass wir die Art unserer Kinder, ihre Hausaufgaben zu erledigen, nur schwer ertragen: Sie seien halt eben «totally wired» – und erschienen uns wohl deshalb «completely weird». Darauf bestellten wir ein weiteres Glas Wein, glitten in eine oberflächliche Diskussion über Sinn und Unsinn von Hausaufgaben ab – und wechselten dann bald das Gesprächsthema. Erst auf dem Nachhauseweg bemerkten wir, worüber wir nicht diskutiert hatten: Dass unsere Kinder ihre Smartphones selbstverständlich, pragmatisch und meistens auch erfolgreich zur Bewältigung ihres Schulalltags einsetzen.

Quellen

- I. Willemse, G. Waller, S. Genner, L. Suter, S. Oppliger, A.-L. Huber, D. Süss (2014). JAMES – Jugend, Aktivitäten, Medien – Erhebung Schweiz. Zürich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften. Unter: https://www.zhaw.ch/storage/psychologie/upload/forschung/medienspsychologie/james/2014/Ergebnisbericht_JAMES_2014.pdf (25.11.2015)
- J. Fraillon, J. Ainley, W. Schulz, T. Friedman, E. Gebhardt (2014). Preparing for Life in a Digital Age. The IEA International Computer and Information Literacy Study. International Report. Cham, Heidelberg, New York, Dordrecht, London: Springer. Unter: http://www.iea.nl/fileadmin/user_upload/Publications/Electronic_versions/ICILS_2013_International_Report.pdf (25.11.2015)
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (2015): Tätigkeitsprogramm 2015–2019. Verabschiedet von der Plenarversammlung am 18. Juni 2015. Bern: Generalsekretariat EDK / IDES. Unter: http://www.edudoc.ch/static/web/edk/tgpro_d.pdf

Bildungsticker – Politique et éducation : brèves



Andreas Pfister ist Gymnasiallehrer für Deutsch und Medien an der Kantonsschule Zug

Enseignant d'allemand et de formation aux médias à la Kantonsschule de Zoug

Schweiz - Suisse

Schneider-Ammann will strengere Matura
Bundesrat Schneider-Ammann ist nicht zufrieden mit dem Niveau der Matura. Vor allem in Erstsprache und Mathematik sollen schlechte Leistungen nicht mehr nach heutigem System kompensiert werden können. Dies hält er fest in der Stellungnahme seines Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF zu den Plänen der EDK, die Studierfähigkeit zu verbessern. Die basalen Studierkompetenzen reichen ihm nicht, er will die Bestehensnormen selektiver gestalten und dazu die eidgenössische Maturitätsanerkennungsverordnung anpassen. Die EDK will nun gemeinsam mit dem WBF die Bestehensnormen überprüfen. In einem ersten Schritt geht es um eine Bestandesaufnahme verschiedener Modelle, etwa der doppelten Gewichtung von Deutsch und Mathematik, der 19-Punkte-Regel oder eingeschränkter Kompensationsmöglichkeiten. Welche weiteren Schritte darauf folgen, ist noch offen.

Maturité: Schneider-Ammann souhaite durcir les critères de réussite

J. Schneider-Ammann estime insuffisant le niveau actuel de la maturité. En particulier en langue première et en mathématiques, les notes inférieures à la moyenne ne devraient plus pouvoir être compensées. C'est ce qui est indiqué dans la prise de position du Département de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) au sujet des plans de la CDIP visant à améliorer l'aptitude aux études supérieures. Les compétences disciplinaires de base ne lui suffisent pas: le Conseiller fédéral souhaite définir de manière plus stricte les critères de réussite et modifier l'Ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale. La CDIP entend maintenant revoir les critères de réussite avec le DEFR. Dans un premier temps, différents modèles seront évalués, comme par exemple un double coefficient pour la langue première et les mathématiques, la règle des 19 points ou des possibilités de compensation limitées. Les étapes suivantes doivent encore être terminées.

Gymnasialrektor/-innen gegen strengere Matura

An ihrer Jahrestagung haben sich die gymnasialen Rektorinnen und Rektoren gegen

Schneider-Ammanns Pläne für eine strengere Matura ausgesprochen. Ein neues Notenmodell für das Maturazeugnis allein sei nutzlos. Es brauche einen besseren Unterricht bei schwer vermittelbaren Fächern. Laut Marc König, dem Präsidenten der Konferenz Schweizerischer Gymnasialrektorinnen und Gymnasialrektoren (KSGR), braucht es keine Anpassung der Bestehensnormen, sondern eine Unterrichtsentwicklung mit dem Ziel einer differenzierten, anspruchsvollen Didaktik.

Les recteur-trices ne veulent pas d'une maturité plus difficile

Lors de leur assemblée annuelle, les directrices et directeurs de gymnases suisses se sont prononcés contre les plans du Conseiller fédéral Schneider-Ammann qui prévoit de durcir les critères de réussite de la maturité. A leurs yeux, un nouveau système de notes pour le certificat de maturité s'avère inutile s'il n'est pas soutenu par de meilleures méthodes d'enseignement dans les disciplines réputées difficiles. Selon Marc König, président de la Conférence des directrices et directeurs de gymnases suisses (CDGS), plutôt que d'adapter les critères de réussite, il vaudrait mieux miser sur un développement de l'enseignement axé sur une pédagogie différenciée et la pertinence didactique.

Studierfähigkeit verbessern

Was Leserinnen und Leser des «Gymnasium Helveticum» längst wissen, kommt derzeit breit in den gängigen Medien an: Aus der Evaluation der Maturitätsreform 1995 wurden die basalen fachlichen Kompetenzen in der Erstsprache und der Mathematik abgeleitet. Die EDK hat diese nun in den Rahmenlehrplan eingearbeitet. Die Umsetzung liegt bei den Kantonen bzw. Schulen. Zudem empfiehlt die EDK, die Maturitätsprüfungen innerhalb der Kantone zu harmonisieren. Angestrebt wird keine Zentralmatura, sondern man will vom Niveau und Inhalt her vergleichbare Prüfungen. Unklar bleibt, wie diese zusätzlichen Anforderungen in Zeiten des Sparens finanziert werden sollen.

Améliorer l'aptitude aux études supérieures

Les lectrices et lecteurs du «Gymnasium Helveticum» le savaient depuis longtemps déjà, c'est maintenant au tour des médias publics

de l'annoncer: l'évaluation de la réforme de la maturité de 1995 a donné naissance aux compétences disciplinaires de base en langue première et en mathématiques. La CDIP les a désormais intégrées au Plan d'études cadre et il incombe aux cantons et aux établissements de les transposer dans la pratique. De plus, la CDIP recommande à chaque canton d'harmoniser ses examens de maturité. L'idée d'une maturité centralisée est écartée, mais on souhaite améliorer la comparabilité du niveau et du contenu des différents examens. Dans la période de restrictions budgétaires que nous traversons actuellement, la question de savoir qui va financer ces mesures reste ouverte.

Mögliche Auswirkungen einer strengeren Matura

Philipp Gonon, Professor für Berufsbildung an der Universität Zürich, zeigt in der NZZ mögliche Auswirkungen der von Schneider-Amman geforderten tieferen gymnasialen Maturaquote auf: Die weiterhin steigende Nachfrage nach hochqualifizierten Mitarbeitern würde vor allem im Dienstleistungssektor noch verstärkt durch Personen gelöst, die ihre Maturität in einem anderen Land erworben haben. Laut Gonon können höhere Berufsbildung und Berufsmaturität dies nur beschränkt verhindern, da sie vor allem für das Kleingewerbe und das mittlere Kader massgeschneidert sind. Global ausgerichtete Industrie- und Dienstleistungsbetriebe hingegen würden weiterhin auf klassisch akademisch Ausgebildete setzen. Für die Wirtschaft gilt nach Gonon ein akademischer Abschluss als positives Signal: Wer einen hat, signalisiert damit seine Bereitschaft, Neues und Unbekanntes flexibel zu meistern. Erfahrungen würden zeigen, so Gonon, dass eine Senkung der gymnasialen Maturitätsquote vor allem der kaufmännischen Ausbildung zu Gute käme, nicht aber dem MINT-Bereich.

Les possibles conséquences du renforcement des critères de réussite de la maturité

Dans un article paru dans la NZZ, Philipp Gonon, professeur de formation professionnelle à l'Université de Zurich, présente les possibles conséquences de la baisse du taux de maturité proposée par le Conseiller fédéral Schneider-Amann: en particulier dans le domaine des prestations de service, la demande croissante de collaborateur-trice-s qualifié-e-s sera de plus en plus souvent satisfaite par le recrutement de personnes ayant obtenu leur maturité dans un autre pays. Selon P. Gonon, la formation professionnelle supérieure et la maturité professionnelle ne suffisent pas pour enrayer ce phénomène, car elles sont premièrement conçues pour ré-

pondre aux besoins des petites entreprises et à la demande en cadres moyens. Les entreprises internationales spécialisées dans les services et l'industrie continueront, quant à elles, à miser sur un personnel au bénéfice d'une formation académique. Pour l'économie, les diplômes académiques seront autant de signaux positifs, indiquant que leurs détenteur-trice-s sont disposé-e-s à gérer avec flexibilité le nouveau comme l'inconnu. P. Gonon conclut son analyse en précisant que les expériences montreront qu'une baisse du taux de maturité gymnasiale profitera avant tout à la formation commerciale aux dépens du domaine MINT.

Aus für die WBZ CPS?

Die Schweizerische Zentralstelle für die Weiterbildung der Mittelschullehrpersonen (WBZ CPS) steht vor dem Aus. Weil heute auch die Pädagogischen Hochschulen Weiterbildungen anbieten, diskutiert die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) gegenwärtig den Leistungsauftrag der WBZ CPS. Die WBZ CPS soll sich als Anbieter verabschieden und nur noch als Koordinationsstelle für die Angebote der Universitäten und Pädagogischen Fachhochschulen fungieren. Gisela Meyer Stüssi vom VSG kritisiert dieses Ansinnen als fatal für die Gymnasiallehrpersonen. Es brauche ein gesamtschweizerisches, sprachübergreifendes und praxisorientiertes Weiterbildungsangebot, insbesondere im Bereich Fachdidaktik.

Fin du WBZ CPS?

Le centre suisse de formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire (WBZ CPS) est menacé de fermeture. Les hautes écoles pédagogiques offrant désormais des possibilités de formation continue, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) rediscute actuellement le mandat de prestations du WBZ CPS. Ce dernier ne devrait plus offrir de cours mais uniquement coordonner les offres des universités et des HEP. Gisela Meyer Stüssi (SSPES) estime que ce serait une catastrophe pour les enseignant-e-s de gymnase qui ont impérativement besoin d'une offre de formation continue orientée sur la pratique et organisée au niveau national dans les différentes langues, en particulier dans le domaine de la didactique de branche.

Schweiz – Der Sprachenstreit spitzt sich zu

Die Thurgauer Regierung muss den Entscheid des Kantonsparlaments umsetzen: Bis zum Herbst läuft die Vernehmlassung zur Thurgauer Umsetzung des Lehrplans 21. Zankapfel ist die Streichung von Französisch auf Primarstufe. Im Fall einer Abschaffung des

Frühfranzösisch droht Bundesrat Alain Berset, wie letztes Jahr angekündigt, in diesem Punkt in die Bildungshoheit der Kantone einzugreifen.

Suisse – le débat sur les langues s'envenime

Le gouvernement thurgovien doit mettre en pratique la décision du parlement cantonal: la consultation sur le Lehrplan 21 est en cours et durera jusqu'à l'automne. La suppression du français précoce à l'école primaire constitue une pomme de discorde. Si cette discipline devait disparaître des programmes, le Conseiller fédéral Alain Berset menace, comme il l'avait annoncé l'an dernier, d'ingérer dans la souveraineté cantonale en matière d'éducation.

Rücktritt von Hans Ambühl

Hans Ambühl (1954) tritt als Generalsekretär der EDK zurück. Er war 17 Jahre im Amt. Im April 2017 wird er pensioniert. Die Stelle wird öffentlich ausgeschrieben. Die Wahl seines Nachfolgers findet an der Plenarversammlung der EDK im Oktober 2016 statt.

Départ à la retraite de M. Hans Ambühl

En avril 2017, Hans Ambühl (1954) prendra sa retraite après avoir exercé pendant 17 ans la fonction de Secrétaire général de la CDIP. Son poste fera l'objet d'un appel à candidature. L'élection de la personne qui lui succédera se fera lors de l'assemblée plénière d'octobre 2016.

Kantone – Cantons

Basel-Landschaft – Handschlag-Debatte

Laut Schulleitung von Therwil BL müssen muslimische Schüler der Lehrerin die Hand nicht mehr reichen, wenn sie das mit ihrem religiösen Berührungsverbot nicht vereinbaren können. Der Entscheid schlägt landesweit hohe Wellen. Christian Amsler, Präsident der D-EDK, plädiert im Interview (Tages-Anzeiger) dafür, auf dem Händedruck zu bestehen – anders als bei der Kopftuchdebatte, wo sich Amsler wie beim Schwimmunterricht («Burkini»), den Festtagen und der Ernährung für tolerante Lösungen ausspricht.

Bâle-Campagne – Les poignées de main font débat

La direction de l'école de Therwil (BL) a stipulé que les élèves musulman-e-s ne salueraient plus leur enseignante par une poignée de main si cela devait enfreindre leurs convictions religieuses – une décision qui fait des vagues dans tout le pays. Dans une interview accordée au Tages-Anzeiger, Christian Amsler,

président de la CDIP suisse alémanique (D-EDK), demande de maintenir la tradition de la poignée de main. Il reste néanmoins favorable à des solutions de tolérance dans les débats sur le port du voile, l'enseignement de la natation (port du burkini), les fêtes religieuses et l'alimentation.

Religion und Schule

Die Therwiler Handschlag-Debatte zeigt, wie geladen derzeit das Thema Muslime und Schule ist. Das Bundesgericht verbot im Dezember letzten Jahres ein Kopftuchverbot an Schulen. Es wertet die religiöse Bekleidungs-freiheit (auch Kippas und Kreuze) höher. Für Lehrpersonen hingegen besteht seit 1997 ein Kopftuchverbot. Kruzifixe mit dem Corpus Christi gelten schon seit einem Urteil von 1990 als nicht vereinbar mit der religiösen Neutralität der öffentlichen Schule. Seit 2008 ist die Dispensation vom Schwimmunterricht verboten. 2012 entschied das Gericht, dass Schülerinnen und Schüler keine Weih-nachtslieder singen müssen, wenn sie das aus religiösen Gründen nicht tun möchten. Aber zuhören müssen sie. 2014 hielt es fest, dass Kinder nicht aus religiösen Gründen vom Aufklärungsunterricht dispensiert werden dürfen.

Ecole et religion

La discussion lancée à Therwil sur la poignée de main est représentative des débats sur la compatibilité de la religion musulmane et de l'école publique. En décembre dernier, le Tribunal fédéral s'est prononcé contre l'interdiction du voile à l'école, privilégiant la liberté de religion et donc le port de vêtements à connotation religieuse (kippas et croix comprises). En revanche, depuis 1997, les enseignantes ne sont pas autorisées à porter le voile islamique. Un jugement de 1990 a stipulé que les représentations du Christ en croix n'étaient pas compatibles avec la neutralité religieuse des écoles publiques. Depuis 2008, les élèves ne peuvent pas être dispensés de natation pour des raisons religieuses et en 2012, le Tribunal a admis que les élèves qui, pour des motifs religieux, ne souhaitaient pas chanter des chants de Noël, ne devaient pas y être forcé-e-s. En 2014 enfin, il a stipulé que les enfants ne pouvaient pas être dispensés d'éducation sexuelle pour des motifs religieux.

Basel-Landschaft – Zwang zum Handschlag

Neues Kapitel in der Therwiler Handschlag-Affäre: Die Bildungsdirektion des Kantons entscheidet gestützt auf juristische Abklärungen: Die Pflicht zum Handschlag ist zulässig. Der muslimische Glaube werde damit nicht in seinen zentralen Teilen be-

rührt, lautet die Begründung. Integration bedeute auch, die Stellung der Frau in der hiesigen Gesellschaft zu anerkennen. Weigern sich die beiden Schüler weiterhin, müssen sie mit einer Busse bis 5000 Franken rechnen.

Bâle-Campagne – poignée de main obligatoire

Nouveau chapitre dans l'affaire de la poignée de main à Therwil: la Direction de l'instruction publique cantonale vient de décréter, bases légales à l'appui, que l'obligation de serrer la main de son enseignante pouvait être décidée. Elle justifie sa position en expliquant que ce geste ne menace pas essentiellement la religion islamique et que l'intégration passe aussi par le fait de reconnaître la place des femmes dans la société locale. Les deux élèves encourent une amende de max. 5000 francs s'ils persistent à refuser de serrer la main de leur institutrice.

Freiburg – Zusätzliche Bestehensnormen

Die Kantone können in ihren Reglementen über die Bestehensnormen des MAR hinausgehen. Im Kanton Freiburg müssen die Maturandinnen und Maturanden in den vier Fächern Erstsprache, Zweitsprache, Mathe-

matik und Schwerpunktfach auf einen genügenden Schnitt kommen. Die Deutschschweizerische Mathematik-Kommission fordert eine so genannte 19-Punkte-Regel: In den fünf schwächsten Fächern muss man mindestens auf 19 Punkte kommen.

Fribourg – nouveaux critères de réussite

Les règlements cantonaux peuvent aller plus loin que les critères de réussite définis dans le RRM. Dans le canton de Fribourg, les bachelier-ère-s doivent obtenir la moyenne dans quatre disciplines, à savoir la langue première, la langue seconde, les mathématiques et l'option spécifique. La Commission de mathématiques suisse alémanique demande de son côté l'application de ladite « règle des 19 points » : un minimum de 19 points doit être obtenu en additionnant les résultats des cinq disciplines dans lesquelles l'élève est le-la plus faible.

Graubünden – Initiative kommt vors Stimmvolk

Die Initiative «Nur eine Fremdsprache in der Primarschule» gelangt in Graubünden nun doch zur Abstimmung. Das Verwaltungsgericht hat anders entschieden als der Grosse Rat des Kantons Graubünden, der die Initiative letztes Jahr für ungültig erklärt hatte, weil sie verfassungswidrig sei.



Grisons – initiative soumise au vote populaire

Le Grand conseil grison l'avait jugée non conforme au droit fédéral l'an dernier, mais le Tribunal administratif vient d'en décider autrement : l'initiative « Une seule langue étrangère à l'école primaire » sera bel et bien soumise au vote populaire.

Zürich – Härtere Aufnahmeprüfung für das Langzeitgymnasium

Aus Spargründen will der Züricher Regierungsrat die Anzahl Schülerinnen und Schüler am Langzeitgymnasium senken. Dies schon ab nächstem Jahr. In diesem Jahr haben sich 3800 Schülerinnen und Schüler für die Aufnahmeprüfung am Langzeitgymnasium angemeldet, gut die Hälfte von ihnen hat bestanden. Den Übergang von der Sekundarschule ans Kurzzeitgymnasium haben 1300 von 3300 Angemeldeten geschafft. Das Verhältnis von Lang- zu Kurzzeitgymnasium liegt damit bei 60 zu 40 Prozent. Zudem hat die Anzahl Gymnasiastinnen und Gymnasiasten insgesamt zugenommen. Nun soll eine schwierigere Aufnahmeprüfung ans Langzeitgymnasium 300 bis 400 Schülerinnen und Schüler pro Jahrgang an die Sekundarschule umlagern. Damit spart die Regierung über vier Millionen. Als Ausgleich soll die Aufnahmeprüfung ans Kurzzeitgymnasium leichter werden. Insgesamt soll die Maturaquote von 20 Prozent gehalten werden. Der Mittelschullehrpersonenverband Zürich MVZ ist nicht einverstanden mit dieser «Fremdsteuerung» der Bildungspolitik durch die Finanzpolitik.

Zürich – des examens d'admission plus difficiles pour le gymnase long

Pour des raisons d'économie, le Conseil d'Etat zurichois souhaite diminuer – dès l'année prochaine – le nombre d'élèves dans le gymnase long (Langzeitgymnasium). Cette année, plus de la moitié des 3800 élèves inscrit-e-s aux examens d'admission les ont réussis. De leur côté, seul-e-s 1300 des 3300 élèves de secondaire inscrit-e-s ont passé avec succès les examens d'entrée au gymnase court. Le rapport gymnase long – gymnase court est donc de 60%–40%. De plus, le nombre total des élèves de gymnase a augmenté. Un examen d'admission plus difficile pour le gymnase long devrait permettre de placer 300 à 400 élèves par année dans les classes secondaires – et d'économiser plus de quatre millions. Pour rétablir l'équilibre, les examens d'admission au gymnase court devrait, eux, devenir plus

faciles. Le gouvernement zurichois entend maintenir le taux de maturité de 20%. L'association zurichoise des enseignant-e-s de gymnase a déjà exprimé son désaccord, insistant sur le fait que l'éducation ne peut et ne doit pas être dirigée par la politique financière.

International

England – Umstrittene Bildungsreform

Seit den 1990er Jahren, unter der Regierung Tony Blairs, gibt es in England eine begrenzte Schulreform: Die Regierung kann schlechte Schulen der lokalen Schulaufsichtsbehörde entziehen und sie unter die Aufsicht von privaten Stiftungen stellen. Diese Reformen wurden zwar als Privatisierung kritisiert, verbesserten aber die Chancengleichheit: Kinder aus benachteiligten sozialen Schichten schnitten an den privat beaufsichtigten Schulen deutlich besser ab. Dies vor allem dank strengerer Disziplin und Weiterbildung für die Lehrpersonen. Diese Reform soll nun auf alle Schulen ausgeweitet werden. Zu den Kritikern von links kommen nun konservative Kritiker aus den bisherigen Schulaufsichtsbehörden: Für sie stellt diese Reform eine Überforderung der privaten Stiftungen dar.

Royaume-Uni – plans de réforme de l'éducation contestés

Dans les années 90, le gouvernement de Tony Blair a mis en œuvre une réforme scolaire qualifiée de « limitée » : les autorités scolaires locales peuvent être délestées de la supervision des écoles peu performantes, cette dernière étant alors confiée à des fondations privées. Si certains ont vu dans cette réforme une mesure de privatisation, elle a toutefois amélioré l'égalité des chances. Les résultats scolaires des enfants issus de couches sociales défavorisées s'avèrent en effet nettement meilleurs dans les écoles contrôlées par des instances privées. Ces établissements se distinguent en général par une discipline plus stricte et de meilleures offres de formation continue pour les enseignant-e-s. Le gouvernement britannique prévoit désormais d'étendre cette réforme à toutes les écoles, une mesure critiquée par la gauche mais également par les milieux conservateurs, notamment les autorités scolaires qui craignent que les fondations privées soient dépassées par l'ampleur du projet.

1. Juni 2016 / 1^{er} juin 2016



Weiterbildung individuell gestalten

Liebe Leserin, lieber Leser

Schon bald fahren wir fahrplanmässig noch schneller durch die Alpen und gewinnen dabei vor allem eines: Zeit. Beim Thema Weiterbildung jedoch fährt kaum ein Zug so direkt. Es braucht Bahnhöfe, Ausweichstellen und Kehrtunnel – Gelegenheiten und Anlässe, um sich über gemeinsame Zielvorstellungen zu verständigen, neues Wissen in die Praxis zu überführen und die gemachten Entwicklungen zu reflektieren.

Viele Themen, die Schulen heute beschäftigen, können kaum in einem kurzen Zeitraum oder in einem insolierten Gefäss bearbeitet werden. Sie müssen weiträumig angedacht, geplant, eingeführt und konsolidiert werden. Als Informations- und Wissensbroker haben wir Erfahrung in der individuellen Reisebegleitung. Haben Sie eine neue Strecke zu befahren und benötigen Beratung? Dann freuen uns auf Ihren Anruf!

Rebekka Marti, wissenschaftliche Mitarbeiterin

Une formation continue sur mesure

Chères lectrices et chers lecteurs,

Traverser les Alpes rapidement et à une cadence régulière, c'est pour bientôt. Le gain le plus important? Le temps! Dans le domaine de la formation continue, il n'y a pas de liaison aussi directe. Il faut passer par des gares, des voies d'évitement et des tunnels hélicoïdaux. Ce sont autant d'occasions de définir une ligne de conduite commune, d'intégrer les nouveaux savoirs dans la pratique et de réfléchir aux évolutions en cours.

De nombreuses thématiques centrales pour l'école aujourd'hui demandent une réflexion dans la durée qui ne peut être menée en solo. Elles doivent être appréhendées de manière large, puis soigneusement définies et accompagnées. En tant que passeur d'informations et de savoirs, nous sommes des guides expérimentés pour vos voyages! Vous cherchez de nouvelles voies et vous avez besoin de conseils? Nous vous répondrons avec plaisir!

Rebekka Marti, collaboratrice scientifique

AMELIA-Mentoringprojekt: Jetzt anmelden!

Die zweite Durchführung des AMELIA-Mentoringprojektes ist in Vorbereitung. Anmeldungen von interessierten Frauen werden bis Mitte Juli noch angenommen. Wir geben gerne telefonisch oder per Mail Auskunft, alle Informationen zum Projekt sind auf unserer Webseite aufgeschaltet.

Kontakt: Rebekka Marti, marti.rebekka@wbz-cps.ch, Tel. 031 320 16 83



Fachkursprogramm vor den Sommerferien im Briefkasten

Wir senden Ihnen das Kursangebot in gedruckter Form für das Schuljahr 2016/17 auch dieses Jahr noch vor den grossen Ferien zu. Damit Sie schon früh darin stöbern und sich anmelden können für motivierende Weiterbildung, die wirkt.

Le programme des cours de branche avant l'été dans votre boîte aux lettres

Vous recevrez, avant les vacances d'été, notre dépliant avec les cours de branche pour l'année scolaire 2016/17. Nous espérons que vous y trouverez un cours qui vous intéresse!

Schweizerische Weiterbildungszentrale WBZ CPS | Centre Suisse de formation continue WBZ CPS

Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, 3001 Bern

Maison des cantons, Speichergasse 6, Case postale, 3001 Berne

Tel. / tél. 031 320 16 80, Fax 031 320 16 81, e-mail / courriel: info@wbz-cps.ch



Kurs-Angebote für FMS-Lehrpersonen

Unterrichten Sie an der FMS? Der Slogan «Darum FMS! Évidemment ECG! Quindi SSPSS!» des 10jährigen Jubiläums ist sicher immer noch lebendig. Folgende Kurse laden Sie ein, Ihre FMS-spezifischen Erfahrungen auszutauschen und neue Impulse für Ihren Unterricht zu erhalten:

Démarches expérimentales dans l'enseignement des probabilités et des statistiques für Mathematiklehrpersonen (November 2016, französisch) und *Textdiagnose und Schreibberatung an der FMS: Schülerinnen und Schüler bei selbständigen Arbeiten begleiten* für Lehrpersonen aller Sachfächer (März 2017, deutsch).

Ein weiteres Angebot zur Begleitung von Schülerinnen und Schülern auf dem Weg zur Selbständigkeit im Berufsfeld ist für 2017 in Planung (in französischer Sprache). Konsultieren Sie unsere Homepage oder abonnieren Sie unseren Newsletter, um laufend à jour zu sein. Wir wünschen Ihnen weiterhin viel Freude bei Ihrer Tätigkeit an der FMS!

Offre de cours pour les enseignant-e-s des ECG

Vous enseignez à l'ECG? Le slogan «*Darum FMS! Évidemment ECG! Quindi SSPSS!*» pour le 10^{ème} anniversaire des ECG reste d'actualité. Les cours proposés vous permettent d'échanger des expériences et de trouver de nouvelles idées pour vos leçons:

Démarches expérimentales dans l'enseignement des probabilités et des statistiques pour les enseignant-es de mathématiques (novembre 2016, en français) et *Textdiagnose und Schreibberatung an der FMS: Schülerinnen und Schüler bei selbständigen Arbeiten begleiten* pour les enseignant-e-s de toutes les branches (mars 2017, en allemand).

Une autre offre concernant l'accompagnement des étudiant-e-s vers l'autonomie professionnelle est en cours de préparation pour 2017 (en français). Pour être informés régulièrement, consultez notre site Internet ou abonnez-vous à notre newsletter. Nous vous souhaitons bonne continuation et beaucoup de plaisir à enseigner à l'ECG.



Kontakt | Contact: Renata Leimer, leimer.renata@wbz-cps.ch, Tel./tél. 031 320 16 70

Kaderprogramm 2016-2017: Kaderkurse neu als Hol-Angebote

Schulleitungen werden mit unterschiedlichsten Herausforderungen konfrontiert, mal mit überraschenden, mal mit schwierigen Situationen. Bei dieser Vielfalt ist es kaum möglich, sich für alle Eventualitäten zu rüsten und sich vorausschauend weiterzubilden. Allzu oft fehlt dazu auch die nötige Zeit. Wir sind uns bewusst, mit welchen Anforderungen die Schulleitungen konfrontiert werden und bieten deshalb Hol-Kurse zu führungsrelevanten Themen an. So können Weiterbildungsverantwortliche oder Schulleitungsmitglieder Angebote auswählen, die ihren momentanen Bedürfnissen entsprechen und diese Kurse zeitlich flexibel in der Schule durchzuführen.

Programme pour cadres 2016-2017 : la formation continue sur mesure

Les directions d'écoles doivent gérer des situations variées, surprenantes et parfois difficiles. Il est rare qu'elles aient le temps d'anticiper l'acquisition des connaissances et des compétences pour faire face à tous les défis qu'elles devront relever. Dans les situations d'urgence cependant, elles doivent être à même de mobiliser très vite de nouvelles ressources. Fort de ce constat, le WBZ CPZ offre désormais un catalogue de cours à la carte qui permet aux directions de choisir les sujets qui les préoccupent au moment où ceux-ci sont actuels ou pertinents. Nous espérons par ce biais rester au plus proche des besoins des écoles.



Kontakt | Contact: Eva Leuenberger, leuenberger.eva@wbz-cps.ch, Tel./tél. 031 320 16 82

EINE IDEE VERÄNDERT DIE WELT



Abenteuer Rotes Kreuz
Das einzigartige Schulportal
www.abenteuerroteskreuz.ch

Schweizerisches Rotes Kreuz



Impressum

GYMNASIUM HELVETICUM

Zeitschrift für die schweizerische Mittelschule
Revue de l'enseignement secondaire suisse
Rivista della scuola secondaria svizzera

70. Jahrgang 2016 ISSN 0017-5951

Erscheint 5 × jährlich / Paraît cinq fois par an

Herausgeber / Éditeur

Verein Schweizerischer Gymnasiallehrerinnen und Gymnasiallehrer (VSG)
Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire (SSPES)
Società svizzera degli insegnanti delle scuole secondarie (SSISS)

Sekretariat / Secrétariat

VSG-SSPES-SSISS, Sekretariat, 3000 Bern
Telefon 056 443 14 54, Fax 056 443 06 04
E-Mail: information@vsg-sspes.ch, Internet: www.vsg-sspes.ch

Verlag / Édition

VSG-SSPES-SSISS, 3000 Bern
Telefon 056 443 14 54, Fax 056 443 06 04
E-Mail: information@vsg-sspes.ch

Alle Rechte vorbehalten. Die Zeitschrift und ihre Teile sind urheberrechtlich geschützt. Jede Verwertung in anderen als den gesetzlich zugelassenen Fällen bedarf deshalb der vorherigen schriftlichen Einwilligung des Verlages.

Le magazine et tous les articles et illustrations qu'il contient sont protégés par la loi. Toute utilisation en dehors des strictes limites de la loi sur les droits d'auteur est illicite et répréhensible sans l'accord de la rédaction. Ceci est valable particulièrement pour les reproductions, traductions, micro-films et pour la mise en mémoire et le traitement sur des programmes et des systèmes électroniques.

Redaktion / Rédaction

Verantwortliche Redaktorin:
Denise Martin, Hofmatt 42, 5112 Thalheim AG
Telefon 056 443 06 03, Fax 056 443 06 04
E-Mail: d.martin@vsg-sspes.ch, Internet: www.vsg-sspes.ch

Layout

SCHELLING AG, Nordringstrasse 16, 4702 Oensingen
Telefon 058 360 44 00, Fax 058 360 42 01
E-Mail: info@schelling.ch, Internet: www.schelling.ch

Druck / Impression

beagdruck, Emmenweidstrasse 58, 6021 Emmenbrücke
Telefon 041 268 68 68, Fax 041 268 68 00
E-Mail: mail@beagdruck.ch, Internet: www.beagdruck.ch

Inserate / Annonces

Zürichsee Werbe AG, Seestrasse 86, 8712 Stäfa
Telefon 044 928 56 11, Fax 044 928 56 00
E-Mail: info@zs-werbeag.ch, Internet: www.zs-werbeag.ch

Preise für Inserate und Beilagen / Prix pour les annonces et les encarts
www.vsg-sspes.ch/publikationen/gymnasium-helveticum/mediadaten/

| | Redaktionsschluss Délai rédactionnel | Inserateschluss Délai annonces | Erscheinungsdatum Date de parution |
|------|-----------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| 1/16 | 31. Dezember | 18. Januar | 29. Januar |
| 2/16 | 18. März | 11. April | 22. April |
| 3/16 | 27. Mai | 13. Juni | 24. Juni |
| 4/16 | 26. August | 12. September | 23. September |
| 5/16 | 28. Oktober | 14. November | 25. November |

Das Gymnasium Oberaargau mit integrierter Fachmittelschule ist eine kantonale Mittelschule mit 520 Schülerinnen und Schülern und 70 Lehrpersonen in Langenthal. Gemeinsam mit der Berufsfachschule Langenthal bildet es das Bildungszentrum Langenthal.

Per 1. August 2017 sucht das Mittelschul- und Berufsbildungsamt für die Leitung der Schule eine/einen Rektorin / Rektor 70 – 100 %. Im Arbeitspensum inbegriffen ist ein angemessener Anteil an Unterricht.

Rektorin / Rektor

Aufgaben

Als Rektorin / Rektor sorgen Sie gemeinsam mit Ihrem Schulleitungsteam und den Lehrpersonen für ein qualitativ hochstehendes Bildungsangebot an Ihrer Schule und entwickeln dieses gemäss den übergeordneten Rahmenbedingungen und den kantonalen Ziel- und Qualitätsvorgaben weiter. Zudem tragen Sie die Gesamtverantwortung für die pädagogische, personelle und betriebliche Führung der Schule.

Anforderungen

Mit Verhandlungs- und Umsetzungsgeschick führen Sie die Schule effizient als Organisation nach modernen Grundsätzen und entwickeln den Unterricht qualitäts und ergebnisorientiert weiter. Zudem verfügen Sie über ein Lehrdiplom für Maturitätsschulen, Erfahrung in Führungsfragen und in der Projektleitung sowie Interesse in Schulentwicklung und Qualitätsfragen.

Wir bieten

Wir bieten Ihnen eine spannende und vielseitige Führungsfunktion mit einem hohen Mass an Selbständigkeit und Verantwortung in einem engagierten Kollegium.

Kontakt

Für weitere Auskünfte steht Ihnen Herr Dr. Mario Battaglia, Vorsteher Abteilung Mittelschulen, Tel. +41 31 633 87 92, E-Mail mario.battaglia@erz.be.ch, gerne zur Verfügung.

Bitte senden Sie Ihre vollständigen Bewerbungsunterlagen
bis am 26. August 2016
per E-Mail an mario.battaglia@erz.be.ch oder per Post an:
Mario Battaglia, Vorsteher Abteilung Mittelschulen
Erziehungsdirektion des Kantons Bern
Kasernenstrasse 27
3000 Bern 22



SCIENCE ON THE MOVE 2017

The nation-wide class competition
in biology and biochemistry
with extraordinary top prizes to be won

Laborwettbewerb für Gymnasialklassen

Compétition nationale en biologie
et biochimie

Premi straordinari da vincere

Find more information on
www.simplyscience.ch

